

Souveraineté alimentaire et systèmes alimentaires autonomes

Michel Pimbert





Table des matières

Introduction	3
Chapitre 1. Systèmes alimentaires locaux, moyens d'existence et environnements	8
1.1 Systèmes alimentaires et moyens d'existence	8
1.2. Fondements écologiques des systèmes alimentaires.....	13
Chapitre 2. La production de crises alimentaires, agricoles et environnementales.	20
2.1. Les coûts sociaux des systèmes alimentaires modernes.....	21
2.2. Les coûts environnementaux des systèmes alimentaires modernes.....	27
Chapitre 3. Souveraineté alimentaire: une vision citoyenne d'un monde meilleur	40
3.1. La Via Campesina et le concept de souveraineté alimentaire	42
3.2. La souveraineté alimentaire : un paradigme alternatif pour l'alimentation et l'agriculture.....	45
Des politiques nationales et une législation favorables	53
Un cadre multilatéral favorable et des politiques internationales appropriées	54
References	61

Le document contient différents liens vers des clips audio et vidéo ; veuillez cliquer sur les icônes correspondantes pour visionner ou écouter le clip. Si vous êtes en ligne, le gestionnaire de musique s'ouvrira dans un lecteur ou un navigateur séparé. D'autres liens vidéo sont également prévus, si vous rencontrez des difficultés pour visualiser les clips directement depuis le fichier PDF.



Il est préférable de lire ce document avec la toute dernière version d'Acrobat Reader, disponible gratuitement auprès d'Adobe.
<http://www.adobe.com/products/acrobat/readstep2.html>

Introduction

La société civile, les peuples indigènes et les nouveaux mouvements sociaux issus des quatre coins du globe sont à l'origine d'un paradigme émergent sur la souveraineté alimentaire – les universitaires et les pôles de réflexion sur les politiques n'y apportant que des contributions de second ordre. Au cœur de ce modèle de politique alternative pour l'agriculture et l'alimentation se trouve un objectif majeur: garantir et protéger les espaces, la capacité et le droit des personnes à choisir leurs *propres* modèles de production, de distribution et de modes de consommation alimentaire. La notion de « souveraineté alimentaire » peut être envisagée comme *un processus de transformation* qui vise à re-créeer un espace démocratique et à régénérer la diversité des systèmes alimentaires autonomes fondés sur l'équité, la justice sociale et la durabilité écologique.

« La Souveraineté Alimentaire est le droit des populations, des communautés, et des pays de définir leur propre politique alimentaire, agricole et territoriale; de protéger et réguler la production agricole intérieure et le commerce afin d'atteindre les objectifs du développement durable; de déterminer le niveau d'auto-suffisance qui leur convient; de limiter le dumping de produits sur leurs marchés intérieurs; et d'accorder aux communautés locales de pêcheurs traditionnels la priorité dans l'utilisation et les droits d'accès aux ressources aquatiques. La Souveraineté Alimentaire ne rejette pas le commerce, mais elle entend promouvoir une formulation des politiques et des pratiques commerciales qui protège le droit des personnes à l'alimentation et à une production saine, de qualité et durable sur le plan écologique ». (www.viacampesina.org)

En effet, le modèle de politique émergent pour la souveraineté alimentaire implique un renouveau et une mise en cohérence des politiques nationales et internationales afin de renforcer l'autonomie¹ et la résilience de systèmes alimentaires les plus ancrés dans le local. Il reconnaît que a) il existe encore aujourd'hui de nombreux systèmes alimentaires locaux et diversifiés dans le monde, et en particulier dans les pays en développement; et b) que la majorité de l'alimentation mondiale est cultivée, cueillie ou récoltée par plus de 2,5 milliards



de petits paysans, pasteurs, habitants des forêts et artisans-pêcheurs. Vendue, transformée, revendue et consommée essentiellement à l'échelle locale, cette nourriture procure un revenu et un moyen d'existence à tous ceux qui participent à sa production par leur travail et leurs activités en différents points de la chaîne alimentaire – depuis la semence jusqu'à l'assiette. Ces systèmes alimentaires locaux constituent le fondement de la nutrition, des revenus, de l'économie et de la culture de personnes à travers tout le globe. Ils commencent au niveau du foyer, s'étendent au voisinage, puis aux niveaux municipaux et régionaux. Et les systèmes alimentaires locaux reposent sur un tissu d'organisations locales qui coordonnent la production, la conservation et la distribution de l'alimentation, ainsi que l'accès à la nourriture. De plus, ce sont les activités coordonnées d'associations locales qui assurent le renouveau et la durabilité des systèmes écologiques et institutionnels dans lesquels s'inscrit la diversité des systèmes alimentaires.



¹ Dans le présent contexte, « autonomie » et « espaces d'autonomie » se réfèrent à un mode d'existence selon lequel un groupe social ou une nation définit ses propres besoins et limites, et oriente lui-même le cours de son développement (Illich, 1977).



Cependant, malgré leur importance présente et potentiel futur pour subvenir aux besoins des populations et assurer la durabilité d'écologies multiples, les systèmes alimentaires autonomes – et les organisations locales qui les gouvernent – sont le plus souvent ignorés et négligés, voire activement sapés par les gouvernements et les grandes entreprises.

Tout d'abord, la restructuration globale des systèmes agro-alimentaires et des moyens d'existence menace ces « espaces autonomes » à mesure qu'un petit nombre d'entreprises multinationales acquiert un monopole sur différents maillons de la chaîne alimentaire (Magdoff *et al.*, 2000 ; Pimbert *et al.*, 2001 ; McMichael, 2004). La perte de capacité d'autonomie et d'auto-détermination est une conséquence directe de l'expansion du mode hétéronome² de développement industriel ancré dans la production de biens de consommation. L'un des mécanismes importants de ce processus est, selon Ivan Illich, « le monopole radical », qui se met en place lorsqu'« un procès de production industriel exerce un contrôle exclusif sur la satisfaction d'un besoin pressant, en excluant tout recours, dans ce but, à des



activités non industrielles », entraînant une détérioration des systèmes et des modes de production autonomes (Illich, 1996). En reconfigurant l'environnement social et physique et en prenant possession des composantes qui permettent aux gens de s'organiser eux-mêmes, les monopoles radicaux remplacent les valeurs d'usage non-marchandes par des biens de consommation, portant ainsi atteinte à la liberté, l'indépendance et la culture (Illich, 1976).

En deuxième lieu, une grande partie des acteurs du Millénaire pour le Développement conçoit le développement comme un processus qui doit s'accompagner d'une baisse du nombre de personnes impliquées dans l'agriculture, la pêche et tout autre moyen d'existence basé sur la terre ou l'eau. Selon ce modèle, les petits producteurs alimentaires, les artisans ruraux, les travailleurs du secteur alimentaire et bon nombre de ruraux pauvres devront inévitablement migrer vers les zones urbaines pour y trouver des emplois nouveaux et meilleurs. Et en effet, la plupart des politiques sociales, économiques et environnementales à l'échelle internationale et nationale projettent une baisse progressive du nombre de personnes dont la subsistance et la culture dépendent directement des systèmes alimentaires locaux et de l'environnement. Encourager les gens à quitter le secteur primaire et à trouver des emplois dans les domaines de la production industrielle et des services essentiellement situés dans des centres urbains est conçu comme un objectif à la fois souhaitable et nécessaire – sans aucune prise en compte des coûts sociaux et écologiques inhérents à un tel changement.

Ce programme de développement moderniste et la pression exercée par les grandes entreprises pour assoir leur monopole radical sur le système alimentaire mondial se renforcent mutuellement et relèvent d'un même paradigme, celui du progrès économique. Cette perspective du progrès présuppose que l'histoire peut se répéter d'un bout à l'autre du globe. Cependant, il apparaît de plus en plus clairement qu'une corrélation directe existe entre, d'une part, les hausses de productivité acquises grâce à l'utilisation de technologies automatisées, à l'ingénierie électronique, à la baisse des effectifs et à la gestion qualité globale et, d'autre part, la perte d'emploi définitive pour un grand nombre de travailleurs, autant dans l'industrie que dans le secteur des services. Une telle dégradation du lien entre la création d'emploi et la création de la richesse exige l'avènement d'un mode de distribution plus équitable des



2 L'hétéronomie se réfère à un système fonctionnant sur une logique industrielle et productiviste (Illich, 1977).

gains de productivité par une réduction du temps de travail, mais aussi des modèles de développement alternatifs pourvoyeurs d'opportunités et d'espaces autonomes porteurs de valeurs d'usage au lieu des valeurs d'échange (Gollain, 2004 ; Gorz, 2003 ; Latouche, 2003).

La régénération des systèmes alimentaires autonomes – avec, pour et par les citoyens – est, dans ce cadre, un enjeu majeur. La réappropriation de ces espaces à des fins d'autonomie et de bien-être passe par le renforcement des éléments positifs des systèmes alimentaires locaux et par une action citoyenne de grande envergure ancrée dans une théorie alternative du changement social. Cet ouvrage examine l'ensemble de ces thématiques.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première partie souligne l'importance globale actuelle de l'agriculture et des systèmes alimentaires comme moyens d'existence et pour l'environnement. Elle propose aussi un résumé des preuves récentes de l'impact des systèmes alimentaires modernes sur la société et l'environnement. Ensuite, elle s'attache à décrire le contexte historique à l'origine du concept de souveraineté alimentaire, ainsi que les apports plus récents visant à clarifier et à cerner son caractère profondément politique, qui l'éloigne radicalement du système économique néo-libéral dominant. On y retrouvera aussi les grandes lignes de ce cadre politique alternatif pour l'alimentation, l'agriculture et l'utilisation de la terre et de l'eau.

La deuxième partie apporte des preuves empiriques de l'importance des organisations locales dans le fonctionnement de moyens d'existence et de systèmes alimentaires durables. Des exemples précis soulignent quelques-unes des nombreuses manières dont les organisations locales et autonomes gèrent et supervisent différents maillons de la chaîne alimentaire, de la semence jusqu'à l'assiette. Vient ensuite une brève analyse des rôles joués par les organisations locales dans la reproduction durable de divers systèmes alimentaires, de moyens d'existence et d'environnements, dans la production du savoir et des innovations et dans la mise en place d'institutions de régulation. Les données présentées suggèrent que l'adoption à grande échelle de la souveraineté alimentaire dépend en partie de la consolidation de ces organisations locales et de leurs réseaux.



La troisième et dernière partie de ce livre identifie un certain nombre d'inversions et d'actions sociales nécessaires pour soutenir les systèmes alimentaires auto-gérés et les organisations autonomes. Je souligne que la mise en œuvre du droit à la souveraineté alimentaire implique des changements dans quatre domaines interdépendants : le domaine politique, économique, social et écologique. Il faudra encore beaucoup d'efforts dans la réflexion critique et dans l'action pour parvenir à identifier et soutenir les processus aptes à générer une transformation simultanée dans ces domaines connexes. C'est dans cette perspective que je propose une réflexion critique sur le potentiel d'une politique nouvelle, en pleine gestation, affirmant le pouvoir de transformation contenu dans les dynamiques suivantes : la citoyenneté, le confédéralisme, le pouvoir double, l'inclusion sociale, le contrôle communautaire sur la terre et les territoires, la réappropriation du savoir et les manières de savoir, les approches agro-écologiques ainsi que l'éducation à l'écologie, et la démocratie profonde. J'examine les conséquences de chacun de ces processus de mutation pour le mouvement vers la souveraineté alimentaire.





Chapitre 1. Systèmes alimentaires locaux, moyens d'existence et environnements

Les systèmes alimentaires locaux commencent au niveau du foyer, puis s'étendent au voisinage, à la municipalité et à la région. Les systèmes alimentaires comprennent non seulement la production de nourriture, mais aussi tout ce qui touche à la transformation, la distribution, l'accès, l'utilisation, le recyclage et les déchets. Ils se composent des acteurs qui participent à ces activités et de ceux qui en bénéficient (Tansey and Worsley, 1995 ; Ericksen, 2006). Les systèmes alimentaires sont directement liés aux enjeux de sécurité alimentaire, qui eux-mêmes ne tiennent pas seulement à la production alimentaire mais aussi au contrôle sur l'accès à la nourriture et à ses usages (Barraclough, 1991 ; George, 1984). Bon nombre de moyens d'existence et d'environnements continuent d'exister grâce à cette diversité de systèmes alimentaires locaux présente de par le monde.

1.1 Systèmes alimentaires et moyens d'existence

Environ 2,5 milliards d'êtres humains – hommes, femmes et enfants – dépendent directement de systèmes de production agricoles (FAO, 2005). Le terme « agriculture » utilisé ici comprend la culture, la production animale, la sylviculture et la pêche pratiquées au sein d'une vaste gamme d'écosystèmes et de paysages. Si l'on se place dans la perspective des moyens d'existence, l'agriculture fournit une activité, un emploi et du sens socio-culturel à de nombreux petits producteurs. Les petits producteurs alimentaires sont les femmes et les hommes qui produisent (ou collectent) des cultures de plein champ ou arboricoles, des animaux et du poisson ou autres espèces aquatiques. Il s'agit de petits paysans, de familles d'agriculteurs et d'éleveurs, de bergers et de pasteurs, de pêcheurs traditionnels, de paysans sans terre et d'ouvriers agricoles, de jardiniers, d'habitants des forêts, de peuples indigènes³, de chasseurs-cueilleurs et de toutes les personnes qui utilisent des ressources naturelles à des fins de production alimentaire.

3 Les peuples indigènes ne sont pas tous des agriculteurs. Parmi les peuples indigènes qui vivent de la terre, certains sont agriculteurs tandis que d'autres sont chasseurs-cueilleurs ou pasteurs.

Les paysans. La moitié des gens qui travaillent dans le monde sont des agriculteurs, et la majeure partie de la population agricole du monde vit dans les pays du Sud (Tableau 1.1). En Afrique sub-saharienne, sept personnes sur dix sont agricultrices. Dans de nombreuses régions d'Asie, cinq personnes sur dix travaillent dans le secteur agricole (OIT, 2005). En Amérique Latine et dans les Caraïbes, plus d'un cinquième de la population active vit de l'agriculture (OIT, 2003). Dans leur très grande majorité, ces agriculteurs sont des petits producteurs qui travaillent la terre manuellement (environ 1 milliard d'agriculteurs), ou qui utilisent des animaux tels que les bœufs pour le labour (300 millions). Les petits paysans cultivant des parcelles de moins de deux hectares représentent actuellement 85% du nombre total des petites exploitations dans le monde (525 millions). La plupart de ces fermes sont localisées en Asie (87%), tandis que l'Afrique en héberge 8% et l'Europe environ 4%. En Asie, la Chine compte à elle seule presque la moitié des petites fermes du monde (193 millions), suivie par l'Inde avec 23%. Viennent ensuite, par ordre décroissant, l'Indonésie, le Bangladesh et le Vietnam (Nagayets, 2005).

En revanche, une proportion relativement faible de paysans du Sud utilisent des machines agricoles modernes comme les tracteurs (20 millions). A l'échelle globale, on estime qu'il y a 50 millions d'exploitations modernes, alors que l'on compte 1,25 milliard de petits paysans⁴.

Tableau 1.1. Répartition des agriculteurs dans le monde (en milliards)

	Population totale	Population active	Population agricole active
Population mondiale	6.1	2.6	1.35
Nord	1.2	0.4	0.045 (11% de la population active totale du Nord)
Sud	4.9		1,29 (59% de la population active totale du Sud)
• Inde	1.1	2.2	0,27 (20% de la population active agricole mondiale)

Source: Charvet, JP (2005), *Initiatives transrurales*, 25 janvier, Paris.

4 Bien évidemment, les exploitations des pays du Sud ne sont pas toutes gérées par des paysans; de même, les exploitations des pays du Nord ne sont pas toutes sous la conduite d'entreprises ou de gros agriculteurs.

Bien que peu important par leur nombre, beaucoup de gens pratiquent encore une agriculture familiale ou communautaire dans les pays du Nord. En Italie par exemple, plus de 90% des entreprises agricoles sont des entreprises familiales, travaillant à temps partiel, et avec moins de 5 hectares de terre en moyenne. Les forêts et l'agriculture jouent un rôle primordial dans l'agriculture familiale de pays comme la Pologne, la Bulgarie ou la Lettonie. Au total, ces états et d'autres nouveaux états membres de l'Europe de l'Est ont doté l'Union Européenne de quelque 4 millions de paysans en plus et de 38 millions d'hectares de terres arables. A l'échelle mondiale, les exploitations de petite taille occupent environ 60% des terres arables.

Agriculteurs et jardiniers urbains. L'agriculture urbaine est une activité économique significative, qui joue un rôle important dans la vie de dizaines de millions de personnes à travers le monde. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'agriculture urbaine désigne « une industrie qui produit, conditionne, transforme et commercialise des denrées alimentaires et des combustibles, surtout pour répondre aux besoins quotidiens des consommateurs dans une ville ou une métropole, sur des terres et dans des eaux dispersées dans toute la région urbaine et péri-urbaine, au moyen de méthodes de production intensives, utilisant et réutilisant les ressources naturelles et les déchets urbains, afin d'obtenir des cultures et des élevages diversifiés » (PNUD, 1996).

Les cultivateurs urbains utilisent de plus petites parcelles de terre que les cultivateurs ruraux, souvent situées sur des terrains vacants, inutilisés ou inappropriés pour un développement urbain. Cette industrie dynamique consiste en majorité de petits producteurs et de quelques grandes entreprises agro-alimentaires. Selon certaines estimations, environ 800



millions de personnes s'impliquent activement dans l'agriculture urbaine à travers le globe. Le pourcentage de familles urbaines pratiquant ce type d'agriculture varie de 10% dans certaines grandes métropoles nord-américaines jusqu'à 80% dans certaines petites villes de Sibérie ou d'Asie (PNUD, 1996).

Dans les pays et les cultures où les femmes assument la plupart des activités agricoles en milieu rural, ce sont aussi généralement elles qui s'occupent de la plupart des travaux dans l'agriculture en zone urbaine. Ainsi, 64% des agriculteurs urbains d'Afrique sont des femmes, 80% des jardins familiaux sont entretenus par des femmes à Lima (Pérou), et 67% des cultivateurs en hydroponie (agriculture hors-sol) de Bogotá (Colombie) sont des femmes (Réseau d'Agriculture Urbaine, cité dans PNUD, 1996).

Les pasteurs. Dans de nombreux pays du monde, les pasteurs itinérants jouent aussi un rôle essentiel dans l'approvisionnement alimentaire. Les données précises sont rares, mais les pasteurs nomades et transhumants représenteraient entre 100 et 200 millions de personnes à l'échelle mondiale. Si l'on inclut les pasteurs-cultivateurs extensifs, le chiffre augmente considérablement, les habitants des zones arides pratiquant dans leur grande majorité cette activité. Les systèmes d'élevage pastoraux sont bien plus qu'un simple mode de production du bétail; ils font partie intégrante des systèmes alimentaires diversifiés dont dépend cette part importante de la population mondiale (FAO, 2003).



Les pêcheurs. Plus de 90% des pêcheurs du monde vivent dans les pays en voie de développement, travaillant au sein de micro-entreprises, d'entreprises familiales ou à un niveau artisanal. La pêche est une activité essentiellement saisonnière ou à temps partiel, atteignant son régime maximal durant les mois où les ressources fluviales, côtières ou du large sont plus abondantes ou plus accessibles; cependant, la pêche laisse du temps pour d'autres activités en basse saison. Ceci est particulièrement vrai pour la pêche liée aux espèces migratrices et pour celle qui dépend des variations météorologiques saisonnières. Selon les dernières données diffusées par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), entre 25 et 30 millions de personnes pratiquent la pêche, et les quatre cinquièmes des pêcheurs et des pisciculteurs du globe vivent en Asie. L'Afrique, où domine encore aujourd'hui une pêche artisanale, héberge 6,5% des pêcheurs du monde (FAO,1999). D'autres estimations moins conservatrices indiquent qu'environ 200 millions de personnes dépendent de la pêche et de l'aquaculture⁵ pour leur subsistance à travers le monde (WorldFish Center, 2006 ; Kurien, 2006).



⁵ L'aquaculture – la culture en captivité de poissons, crevettes ou crustacés pêchés, dans un premier temps, en milieu sauvage – a connu un essor mondial considérable depuis 1970, avec un taux de croissance annuel de 8,9%, et elle satisfait aujourd'hui 50% des besoins en poisson à l'échelle globale.

Les habitants des forêts. Entre 60 et 70 millions de personnes indigènes dépendent des forêts à canopée dense pour la chasse, la cueillette et l'agriculture itinérante, entretenant ainsi des systèmes alimentaires riches en biodiversité. De plus, quelque 350 millions de ruraux vivent dans différents types de forêts ou de bois, ou à leurs abords, et en retirent de la nourriture, des produits (bois de construction, combustible, médicaments...), des intrants pour la production agricole et animale (fourrage, nutriments pour le sol...) et des services (protection d'un bassin versant, conservation de la biodiversité...) (Scheer *et al.*, 2004; CIFOR, 2006).

Cependant, aucun des chiffres cités ci-dessus concernant l'agriculture, le pastoralisme, la sylviculture et la pêche ne tiennent compte des moyens d'existence et des emplois supplémentaires associés aux systèmes alimentaires locaux. Chaque maillon dans la chaîne alimentaire procure une niche économique à de nombreux corps de métier – meuniers, bouchers, charpentiers, ferronniers et mécaniciens, crémiers, boulangers, petits épiciers et propriétaires d'échoppes alimentaires, pour ne citer qu'eux. Le nombre des différents types de moyens d'existence basés sur l'utilisation des ressources côtières en Tanzanie est éloquent à cet égard (Tableau 1.2).



6 minutes

Sembrar para Comer



Cliquer pour visionner

Aussi accessible sur [The Alternative Channel](#) >

Tableau 1.2. Moyens d'existence et utilisation des écosystèmes littoraux et des ressources côtières à Tanga (Tanzanie)

Ressource	Utilisateurs primaires	Utilisateurs secondaires
Ecosystème océanique/ Eau de mer	Cultivateurs d'algues, bouilleurs de sel, paludiers, marins	Transformateurs d'algues, exportateurs et utilisateurs du transport maritime; opérateurs touristiques
Barrières de corail	Exploitants de calcaire/brûleurs de chaux, maçons, opérateurs touristiques, collectionneurs de trophées	Entreprises du bâtiment (ciment, pierre à chaux)
Pêche	Pêcheurs – à la ligne, pièges, filets (traîne et chalut), pêche à la dynamite, plongée sous-marine, propriétaires de bateaux de pêche Pêcheurs « occasionnels », pêche à la traîne. Femmes pêcheurs – pêche à la seine sur les plages, pêcheurs de pieuvre et de mollusques, opérateurs touristiques (pêche au gros)	Poissonniers et poissonnières, artisans en transformation du poisson (friture, poisson séché, poisson fumé) et négociants en poisson pour les marchés situés à l'intérieur des terres et pour l'exportation; opérateurs touristiques
Plages	Pêcheurs – hommes et femmes, foyers (besoins sanitaires), opérateurs touristiques	Commerçants, entreprises de transformation
Mangroves	Fabriquants de perches, pêcheurs, bouilleurs de sel, paludiers, brûleurs de chaux, constructeurs de bateau et de maison, praticiens de médecine traditionnelle, foyers pratiquant la collecte de crabes et autres activités de pêche, mariculture	Négociants en bois de mangrove, scieries
Etendues salinisées	Paludiers, puits d'eau de mer	Négociants en sel
Rivières	Ménages, domaines de sisal, plantations de cocotiers, transport, industries	
Nappes phréatiques	Ménages, agriculteurs, domaines de sisal, industries	
Forêts et bois côtiers	Ménages des bouilleurs de sel, brûleurs de chaux, bûcherons, charbonniers, constructeurs de bateaux, praticiens de médecine traditionnelle, récolteurs de miel, chasseurs	Artisans en transformation du poisson, ouvriers de scieries, transporteurs de bois de combustion

Source: Adapté de Gorman, 1995



Les données concernant le nombre de personnes impliquées dans les processus de post-production et de transformation au sein des systèmes alimentaires urbains sont partielles et fragmentées. Mais il est fort probable que la diversité des moyens d'existence générés par les activités de post-production en zone urbaine soit élevée, et ce pour deux raisons apparentées. Tout d'abord, des volumes importants de nourriture sont produits par les cultivateurs urbains aussi bien dans les pays à bas revenus que dans ceux à revenus élevés. Ainsi, selon le PNUD (1996), 80% de la volaille et 25% des légumes consommés à Singapour sont produits à l'intérieur de la ville. La ville de Bamako au Mali est auto-suffisante en produits maraîchers, et une part de cette production est même expédiée hors de la zone métropolitaine vers d'autres lieux de consommation. Environ 30% de la production agricole des USA provient de régions métropolitaines. Au Caire (Egypte), on compte 80.000 têtes de bétail en ville, et la ville de Kampala (Ouganda) produit de quoi répondre à environ 70% des besoins en volaille (viande et œufs). En Chine, la région métropolitaine de Shanghai est quasiment auto-suffisante en légumes et en petit bétail (PUND, 1996). Deuxièmement, les installations de transformation alimentaires se trouvent souvent tout près des villes, voire en ville, ce qui offre aux agriculteurs et aux jardiniers urbains l'avantage de la proximité. Les produits issus de l'agriculture urbaine sont vendus à un grossiste, ou directement sur les marchés locaux ou à des épiciers, à des transformateurs ou des restaurateurs locaux, ou encore à des petits traiteurs ambulants.

Les moyens d'existence et les revenus d'un très grand nombre d'habitants des villes et des campagnes sont donc intimement liés à la fabrication locale d'intrants agricoles et au stockage, à la transformation, à la distribution, à la vente et à la préparation de nourriture. Même dans les pays riches occidentaux comme les USA, le Royaume-Uni et l'Italie, il est démontré que les systèmes alimentaires locaux génèrent de nombreux emplois et permettent à de nombreuses petites et moyennes entreprises d'exister.

Cette réalité économique n'apparaît au grand jour que lorsque les économies locales et les systèmes alimentaires locaux disparaissent au profit de grands supermarchés, du système alimentaire industriel mondial, et en raison de la concurrence internationale. Ainsi, au Royaume-Uni, la construction de 25.000 grandes surfaces en banlieue coïncidait, au début des années 90, avec la fermeture de quelque 238.000 commerces indépendants (épiceries, boulangeries, boucheries et

poissonneries) dans les villages et sur les grandes avenues (DOE/MAFF, 1995). Lorsque 235.000 petites et moyennes exploitations agricoles ont disparu aux Etats-Unis, vers le milieu des années 80, en raison de la concurrence du marché, environ 60.000 autres petites entreprises rurales ont aussi fermé (Norberg-Hodge *et al.*, 2002). Et en Italie, l'arrivée de supermarchés connus sous le nom de *ipermercati* a conduit, depuis 1991, à la disparition de 370.000 petites entreprises familiales, et notamment à la moitié des épiceries de quartier du pays (Grandi, 1998). Bien qu'on ne dispose pas de chiffres exacts, il est certain que les systèmes alimentaires locaux ont la capacité de fournir des moyens d'existence, des activités, de l'emploi et du sens socio-culturel à une très grande partie de la population active du globe.



1.2. Fondements écologiques des systèmes alimentaires

Sur le plan géographique, la plupart des systèmes alimentaires locaux sont imbriqués dans des environnements complexes, à risques et diversifiés où vit la majeure partie de la population rurale et pauvre du monde. Parmi ces environnements, on distingue les montagnes, les régions d'altitude, les marécages, les zones côtières et une bonne part des tropiques semi-arides et des tropiques humides. Toute la gamme des écosystèmes est représentée: depuis les moins perturbés par l'activité humaine, comme les forêts semi-naturelles, jusqu'aux écosystèmes fortement modifiés et gérés par les humains, comme les zones urbaines ou les terres agricoles, en passant par des paysages marqués par la production alimentaire et par des schémas d'aménagement divers. Selon le contexte, les systèmes alimentaires sont basés essentiellement ou exclusivement sur:

- Des terres agricoles, avec leurs cultures et leurs animaux domestiqués mais aussi avec leurs homologues « sauvages »
- Des terres de pâture et du bétail migrant
- Les environnements marin et d'eau douce et les activités de pêche
- Les forêts et leurs nombreuses espèces comestibles ou utiles de plantes et d'animaux
- Les environnements urbains et péri-urbains, l'agriculture à petite échelle et le jardinage
- Tout autre paysage ou type d'écosystème cité dans le tableau 1.3.

Ces environnements et ces systèmes alimentaires présentent une diversité d'agro-écosystèmes⁶ remarquable, comprenant la polyculture, la monoculture et les systèmes mixtes comme les systèmes culture-élevage (riz-poisson), l'agroforesterie, les systèmes agro-silvo-pastoraux, l'aquaculture et enfin les terres de parcours, les pâturages et les jachères (Tableau 1.4.). De la même manière, les systèmes pastoraux itinérants regroupent une diversité de paysages, depuis les terres de parcours sèches de l'Afrique jusqu'aux steppes de l'Asie centrale. Quant à la pêche artisanale, elle est présente le long des rivières, des lacs, des estuaires, en eaux côtières et en pleine mer, à la fois dans les régions tempérées et tropicales.

⁶ Les agro-écosystèmes peuvent être identifiés en termes de niveaux ou d'échelles, par exemple: un champ/une culture/un troupeau/un étang, un système de production agricole, un système d'utilisation des terres, ou un bassin versant. Leurs interactions avec l'activité humaine, comprenant l'activité socio-économique et la diversité socio-culturelle, sont tout-à-fait déterminantes.



Tableau 1.3. Les différentes catégories d'écosystèmes et leur degré d'importance pour l'agriculture et les systèmes alimentaires (MA, 2003)

Catégorie d'écosystème	Caractéristiques	Principales activités agricoles et alimentaires
Marin	Océan, la pêche étant un facteur majeur de modification de l'écosystème	Pêche, mariculture
Côtier	Echange entre l'océan et la terre, allant jusqu'au milieu environ du plateau continental côté mer et s'étendant à toutes les zones fortement influencées par la proximité de l'océan côté terre	Aquaculture
Eaux intérieures	Etendues d'eau permanentes prolongeant le littoral à l'intérieur des terres, et zones dont l'écologie et l'usage sont dominés par l'incidence permanente, saisonnière ou intermittente d'inondations	Aquaculture; pêche
Forestier	Etendue boisée; exploitation du bois à des fins de construction ou de combustion; collecte des produits non-ligneux	Exploitation de la forêt; cueillette; chasse
Zones arides	Terres où la production est limitée par l'alimentation en eau; les gros mammifères herbivores, notamment le bétail, en sont les principaux utilisateurs; présence de cultures	Agriculture (cultures pluviales et irriguées); pâturage; chasse
Insulaire	Terres entourées d'étendues d'eau, avec plus de littoral que de terres intérieures	Pêche; cultures (essentiellement pluviales)
Montagneux	Terres d'altitude et fortes pentes	Agriculture (surtout pluviale), exploitation de la forêt, cueillette, élevage
Polaire	Systèmes de haute latitude	Chasse
Cultivé	Terres essentiellement occupées par des espèces cultivées et substantiellement modifiées par les cultures, l'agro-foresterie, l'élevage ou la production aquacole	Cultures (pluviales et irriguées), élevage, aquaculture, agroforesterie
Urbain	Environnements construits caractérisés par une forte densité humaine	Agriculture urbaine et péri-urbaine



Tableau 1.4. Les grandes catégories de systèmes agricoles, leurs caractéristiques et agro-systèmes apparentés (Dixon *et al.* 2001)

Catégorie d'agro-système	Caractéristiques	Agro-systèmes apparentés
Systèmes agricoles irrigués	Comprend une large gamme de cultures vivrières et commerciales	Cultivé
Riziculture en écosystèmes humides	Dépend des pluies saisonnières avec irrigation en appoint	Cultivé
Systèmes de culture pluviale en zones humides	Souvent des systèmes mixtes culture-élevage	Montagneux
Systèmes de culture pluviale en zones arides ou froides	Intégration de systèmes mixtes cultures-élevage et de systèmes pastoraux aux agro-systèmes à fortes contraintes (aridité ou froid extrême)	Cultivé
Systèmes fonciers dualistiques (coexistence d'exploitations commerciales et d'une agriculture de subsistance)	Présents dans des écosystèmes très variés, avec des schémas de production diversifiés	Cultivé
Systèmes de pêche artisanale côtière	Intègrent souvent des éléments d'agro-systèmes mixtes	Côtier
Systèmes de cultures en zone urbaine	Horticulture, élevage	Urbain
Foresterie et agro-foresterie	Terres boisées et cultures mixtes d'arbres et de plantes cultivées	Forêts
Pêche	Activités de pêche	Marine, lacustre
Gibier	Pêche en rivière, chasse, cueillette	Eaux intérieures, forêts
Elevage de bétail	Le plus souvent, systèmes intensifs à grande échelle, et plus rarement, systèmes pastoraux extensifs	Cultivé, zones arides, urbain



En outre, les moyens d'existence dynamiques et complexes associés à ces systèmes alimentaires reposent souvent sur la diversité végétale et animale sauvage ou à différents niveaux de domestication. Différents aspects de la biodiversité agricole (Encadré 1.1) sont utilisés par des gens divers en des lieux et en des temps divers, contribuant ainsi à la complexité des stratégies d'existence. A travers le monde, les communautés humaines ont largement contribué à façonner la diversité naturelle et ses fonctions multiples. La diversité culturelle et la diversité biologique ont évolué ensemble, l'une conditionnant l'autre. Ainsi, la courge possède une très grande diversité variétale car au fil des siècles, des paysans l'ont sélectionnée pour répondre à une multitude de besoins, et en tirer récipients, pipes, éponges, flotteurs, instruments de musique, cache-



sexe, ornements et nourriture. Des plantes et des animaux aussi bien sauvages que cultivés ou domestiqués sont associés au sein d'agro-écosystèmes complexes et diversifiés, que ce soit dans des environnements terrestres ou aquatiques. Selon les dernières données scientifiques sur les paysages à l'échelle mondiale, pratiquement chaque région du globe – des forêts boréales aux tropiques humides – est habitée, modifiée et aménagée depuis des millénaires. Au fil du temps, la présence humaine a donné toute son expression à la biodiversité agricole au niveau des gènes, des espèces, des écosystèmes et des paysages.

Tout en contribuant à la durabilité environnementale, la biodiversité agricole et les manipulations humaines dont elle est l'objet concourent aussi au maintien des fonctions de production, tant dans l'agriculture à faible intrants que dans l'agriculture intensive et productiviste (par exemple, à travers la décomposition de l'humus, le cycle des éléments minéraux, la pollinisation, le contrôle des ravageurs, les variables du rendement, la conservation du sol et de l'eau, l'action sur les paysages, le climat et le cycle de l'eau) (Encadré 1.1).



Encadré 1.1 Rôle de la biodiversité agricole pour l'agriculture et le bon fonctionnement des écosystèmes

La biodiversité agricole désigne la variété et la variabilité des animaux, des plantes et des micro-organismes jouant un rôle important pour l'agriculture et l'alimentation et découlant de l'interaction de l'environnement avec les modes de gestion et les pratiques des populations. Elle comprend la diversité des ressources génétiques (variétés, races, etc...) et des espèces utilisées directement ou indirectement dans la production de nourriture, de fourrage, de fibres, de combustibles et de remèdes; la diversité des espèces qui assurent le processus de production (biotope du sol, pollinisateurs, prédateurs, etc.) et qui permettent, dans un environnement plus large, la reproduction des agro-écosystèmes (agricoles, pastoraux, sylvicoles et aquatiques); et la diversité des agro-écosystèmes eux-mêmes. Inhérente à tout environnement vivant, la biodiversité agricole joue un rôle majeur dans:

Les détrivores et le cycle des éléments minéraux. Les communautés de détrivores sont extrêmement diversifiées, et elles sont au cœur du cycle des éléments minéraux, de la formation de matière organique et d'autres fonctions de l'écosystème. Cependant, les connaissances précises sur l'étendue et les fonctions de cette diversité sont encore limitées, en particulier dans les environnements aquatiques.

Contrôle des ravageurs. Les prédateurs, les insectes térébrants (famille d'insectes prédateurs des arthropodes) et les micro-organismes jouent un rôle clé dans le contrôle des ravageurs et des maladies en agriculture. Ainsi, plus de 90% des insectes ravageurs potentiels des cultures sont anéantis par des ennemis naturels vivant dans des zones naturelles ou semi-naturelles à proximité des terres cultivées. La substitution des agents naturels de contrôle de ravageurs par des pesticides coûterait 54 milliards de dollars par an. De nombreuses méthodes de contrôle des ravageurs, traditionnelles ou modernes, sont fondées sur la biodiversité.

Conservation du sol et de l'eau. La conservation du sol, de l'eau et des nutriments a connu des améliorations grâce à l'utilisation d'aménagements coupe-vent, l'adoption de cultures intercalaires et de cultures d'abri appropriées dans un large éventail d'agro-écosystèmes.

Pollinisation et dissémination. Il existe plus de 100.000 pollinisateurs connus (abeilles, papillons, scarabées, oiseaux, mouches et chauve-souris). La biodiversité agricole assure ainsi, par ses différentes composantes, la fonction majeure de pollinisation dans de nombreux agro-écosystèmes terrestres. Environ la moitié des espèces végétales, comprenant entre autres les cultures vivrières, sont pollinisées par des animaux.

Le climat. En tant que source de composants atmosphériques, la biodiversité agricole contribue de manière significative à la composition chimique et aux propriétés de l'atmosphère, influençant ainsi grandement le climat. En contrepartie, les changements climatiques affectent la production agricole et alimentaire.

Fonctions du cycle de l'eau. La biodiversité agricole joue un rôle crucial dans le cycle de l'eau qui transporte l'eau du sol vers l'atmosphère pour la rediriger ensuite vers le sol. Elle améliore aussi la qualité de l'eau de manière quantifiable.

Production de biomasse et performance des rendements. Les agro-écosystèmes diversifiés (polycultures de poissons, troupeaux mélangés, cultures associées, agro-sylvo-pastoralisme intégré) font état d'une efficacité énergétique élevée et sont généralement très productifs par unité de terre utilisée (ou par unité de volume d'eau). Cette efficacité découle essentiellement de la complexité biologique et structurelle des systèmes, qui tend à augmenter la palette des liens fonctionnels et des synergies entre différentes composantes.

Source : FAO, 1999 ; Pimbert, 1999

La biodiversité agricole procure ainsi des biens et des services multifonctionnels pour l'agriculture et l'aménagement du territoire (FAO/Pays-Bas, 1999). Gérée et entretenue par l'activité humaine, la biodiversité fournit des biens et des services aux écosystèmes qui sont garants, à leur tour, de la durabilité du système alimentaire dans son ensemble (comme la transformation et la préparation des aliments) et du bien-être humain. Dans leur gestion de systèmes alimentaires complexes, les communautés locales et leurs institutions se servent de la diversité naturelle et participent activement en retour aux fonctions clés de l'écosystème. Souvent, les communautés co-génèrent par leurs activités:

- l'apport de nourriture, d'eau, de bois d'œuvre et de matières fibreuses;
- la régulation du climat, des inondations, des maladies, des déchets et de la qualité de l'eau ;
- des fonctions écologiques essentielles comme la formation du sol, la biodiversité comme source de résilience, la photosynthèse et le cycle des éléments minéraux ;
- la base d'une culture grâce à l'apport de bénéfices et de valeurs récréatives, esthétiques et spirituelles.

Ainsi, les communautés pourvoyant des systèmes alimentaires localisés vivent au sein d'écosystèmes – qu'elles entretiennent dans la majorité des cas – d'une importance capitale pour le bien-être humain et pour l'avenir de la vie sur Terre (MA, 2005)⁷. Cependant, malgré leur importance vitale pour la sécurité alimentaire, l'économie et l'environnement, les systèmes alimentaires localisés sont marginalisés et totalement minés par le modèle économique dominant.



⁷ L'Évaluation des Écosystèmes du Millénaire documente les principaux impacts de l'agriculture en termes d'aménagement du territoire et d'utilisation d'eau douce, ainsi que l'importance capitale des paysages agricoles dans l'approvisionnement en produits de première nécessité, dans la préservation de la biodiversité et la reproduction des services de l'écosystème (MA, 2005).



Chapitre 2. La production de multiples crises alimentaires, agricoles et environnementales.

Durant les soixante dernières années, la politique néo-libérale dominante a encouragé et légitimé l'éradication des petits producteurs vivriers et des peuples indigènes vivant de la terre, autant dans les pays industriels développés que dans les pays en développement. Ce processus d'affaiblissement et d'élimination des petits producteurs est lié à l'expansion d'un modèle de développement qui considère l'agriculture à petite et moyenne échelle, la pêche traditionnelle, le pastoralisme nomade et les communautés indigènes comme étant hors de la « modernité ». Les paysans, les pasteurs, les habitants des forêts, les communautés de pêcheurs et les communautés autochtones sont considérés comme des « résidus » de l'histoire et leur disparition ultime est supposée inévitable. Ce processus – qui a commencé dans les pays industrialisés – s'est étendu plus récemment dans les communautés paysannes et indigènes des pays en développement, au fur et à mesure de l'adoption de politiques économiques néo-libérales.

A travers le monde, des petits paysans, des pasteurs, des pêcheurs et des populations indigènes se voient chaque jour un peu plus coupés de leurs moyens d'existence par un ensemble de facteurs, dont :

- l'imposition de modèles de développement néo-libéraux, de régimes de protection de la nature et de technologie industrielle inappropriés qui entravent le savoir indigène et les systèmes de gestion écologiquement durables fondés sur les institutions et les droits locaux;
- des droits de propriété inéquitables qui diminuent l'accès et le contrôle des communautés locales sur les ressources dont elles dépendent pour leur survie. La terre, les forêts, l'eau, les plantes, les animaux et autres ressources génétiques sont de plus en plus souvent l'objet de la commercialisation et de la privatisation;
 - l'expansion des marchés libéralisés qui conduisent petits et moyens producteurs



à la faillite dans la mesure où ils ne peuvent s'aligner sur le prix des produits alimentaires importés. Les petits producteurs des pays en développement sont particulièrement mis à mal par la concurrence due à l'agriculture hautement subventionnée et intensive en capital et ses denrées vendues à très bas prix;

- la baisse des cours des matières premières, souvent due à une montée de l'offre encouragée par les politiques d'ajustement structurel et d'aide au développement de la Banque Mondiale et du FMI, politiques soutenues par les gouvernements occidentaux (par exemple, la hausse de production de café au Vietnam);
- le retrait des fonds publics obtenus via les programmes d'ajustement structurel, qui contribue, notamment, à priver petits et moyens paysans d'un accès abordable au crédit et aux services gouvernementaux;
- une recherche sur l'alimentation et l'agriculture inappropriée, menée par des instituts de sciences sociales et naturelles, et qui génère des politiques et des technologies souvent préjudiciables pour les modes de subsistance locaux et l'environnement partout dans le monde;
- des normes sur les produits alimentaires, les processus de production et la commercialisation alimentaire auxquelles les petits paysans, les pêcheurs et les pasteurs ne peuvent répondre, et des règles internationales assorties de droits de propriété intellectuelle limitant la capacité et les droits des paysans et peuples indigènes à conserver et à échanger leurs semences;
- l'impact croissant des supermarchés et centrales d'achat transnationales, des mesures et des standards, et l'essor de l'horticulture d'exportation qui, ensemble, favorisent substantiellement les grandes exploitations et les opérations des grandes entreprises à travers le monde (Reardon *et al.*, 2002 et 2003).
- une demande croissante pour les agro-carburants⁸, qui conduit à une restructuration des systèmes agro-alimentaires. De nouvelles alliances stratégiques se nouent entre les grandes entreprises du secteur alimentaire, agricole, biotechnologique, pétrolier et automobile, aboutissant à un nouveau paradigme mercantile-industriel autour des agro-carburants (Otsuka, 2007). Celui-ci

8 Les agro-carburants sont des carburants issus des cultures. Ils comprennent les carburants gazeux obtenus à partir de la combustion directe de biomasse végétale, le biodiesel issu de plantes à huile, et le bioéthanol provenant de la fermentation de grain, de sève, d'herbe, de paille ou de bois.



s'accompagne d'atteintes accrues à l'environnement, d'une pénurie alimentaire et de l'augmentation du prix des denrées alimentaires puisque des produits agricoles (céréales, huiles végétales...) servent à produire des agro-carburants pour des voitures, des machines et une industrie gourmandes en énergie; et

- une disparité croissante entre les droits humains, économiques, sociaux et culturels protégés par la législation d'une part et le respect réel de ces droits d'autre part. Des conditions d'oppression politique et de marginalisation couplées au manque d'accès à une vraie protection légale créent un contexte de vulnérabilité pour beaucoup, sans grande opportunité d'amélioration de leurs conditions économiques et sociales (ECOSOC, 2007 ; Ziegler, 2007).

Ces facteurs constituent aussi une menace directe et indirecte pour la viabilité économique et pour la survie d'entreprises alimentaires locales (depuis les échoppes de village jusqu'aux petites épiceries des villes...), des producteurs de fournitures agricoles (équipement de pêche, outils agricoles...), et des gens qui tirent leur subsistance d'activités de transformation et de distribution alimentaire (meuniers, bouchers, boulangers...). Globalement, ce modèle de développement induit des coûts sociaux élevés. De plus, le secteur industriel de l'alimentation et de l'agriculture d'aujourd'hui génère d'importants niveaux de dégradation environnementale et son empreinte écologique est en hausse (MA, 2005). Les systèmes alimentaires industriels ou en voie d'industrialisation sont de loin les plus coûteux en termes d'impact social et environnemental.

2.1. Les coûts sociaux des systèmes alimentaires modernes

Malnutrition et insécurité alimentaire côtoyant l'abondance. Bien qu'ils génèrent et commercialisent des volumes importants de denrées agricoles, les systèmes alimentaires modernes sont aussi associés à la malnutrition, à l'insécurité alimentaire et à des degrés grandissants de pauvreté et d'exclusion sociale dans de nombreuses régions du monde. Selon les derniers chiffres de la FAO (FAO, 2006), 852



millions de personnes souffrent de la faim aujourd'hui, soit 25 millions de personnes victimes de malnutrition chronique de plus qu'en 1996. La grande majorité des personnes malnourries (815 millions) vit dans les pays en développement, essentiellement en milieu rural. Le problème de la faim est le plus criant en Afrique sub-saharienne, où plus de 40% de la population est malnourrie. Neuf millions des gens qui ont faim vivent dans les pays les plus riches du monde où, paradoxalement, l'obésité est devenue un réel problème de santé publique (FAO, 2006; Lang and Heasman, 2004).

Des revenus en baisse pour ceux qui produisent de la nourriture.

Paysans, pêcheurs et autres producteurs touchent un pourcentage toujours plus faible du prix de la nourriture, à mesure que les centrales d'achat, l'industrie alimentaire, les distributeurs et les supermarchés transnationaux gagnent des parts de marché dans le système alimentaire mondial. Ainsi, en 1910 aux USA, 41% des dépenses de nourriture allaient aux agriculteurs, tandis que 15% allaient aux fournisseurs d'intrants et 44% aux commerçants. Au début des années 90, la part touchée par les agriculteurs avait chuté à 9%, les fournisseurs d'intrants s'appropriant 24% et la commercialisation 67% de chaque dollar américain déboursé à des fins alimentaires. En 1997, pour chaque dollar dépensé en alimentation par les consommateurs, un maigre 8% allait aux agriculteurs (Smith, 2005). En Allemagne, les agriculteurs ne perçoivent plus aujourd'hui qu'environ 20% du prix de la nourriture alors qu'ils en touchaient 75% dans les années 50. En Irlande, on comptait quelque 36.000 fermes familiales élevant des porcs dans les années 70. La transformation était assurée par des usines spécialisées dans la transformation de viande porcine réparties sur tout le territoire et la moitié de sa valeur environ retournait aux fermes et aux communautés locales. En 1996, il ne restait que 70 fermes d'élevage porcin et six usines de transformation. Seulement un cinquième du prix du jambon revient





aujourd'hui aux fermes, qui sont pour la plupart des fermes-usines (Douthwaite, 1996). Le système alimentaire actuel du Royaume-Uni produit des emplois et de la valeur ajoutée essentiellement en fin de chaîne alimentaire, dans le secteur de la vente et de la restauration. L'agriculture et la production primaire procurent 540.000 emplois mais seulement 5,2 milliards de livres sterling en valeur ajoutée. La vente représente 1,16 millions d'emplois et 18,8 milliards de livres en valeur ajoutée. Quant à la restauration, elle génère 1,3 millions d'emplois pour 21 milliards de livres sterling en valeur ajoutée (DEFRA, 2006).

L'agriculture sans agriculteurs. Parallèlement à la chute des prix agricoles qu'ils ont subie, les agriculteurs ont eu à déboursier plus pour



leurs intrants – semences hybrides, engrais, pesticides et carburant – pour faire fonctionner leurs exploitations et leurs machines. Ainsi, le prix du carburant a augmenté de manière significative au cours des trois dernières années, atteignant 100 dollars américains le baril fin 2007. Ceci a entraîné un étranglement entre prix de vente et prix de revient, donnant lieu à une vague de faillites et de misère humaine dans les communautés rurales de certains pays parmi les plus riches du monde. Au Royaume-Uni par exemple, un agriculteur sur trois vit en-dessous du seuil de pauvreté (avec un revenu annuel moyen de moins de 14.000 livres), et près de 80.000 agriculteurs ont quitté le secteur agricole depuis 1997. Selon les chiffres du gouvernement britannique, environ 200.000 exploitations ont disparu entre 1966 et 1995. Au moment où nous écrivons ces lignes, quelque 37 travailleurs agricoles quittent chaque jour la terre. Plus d'une exploitation laitière cesse chaque jour son activité; rien qu'en Angleterre, 2125 ont fermé depuis 2002.

Les règles du commerce qui privilégient les grandes exploitations et les grandes entreprises agricoles favorisent aussi le déclin des petits producteurs partout dans le monde. Le budget annuel de la Politique Agricole Commune pour le Royaume-Uni de 3 milliards de livres alloue 80% des subventions à 20% des agriculteurs (grandes exploitations et grandes entreprises agricoles). Les chiffres du gouvernement montrent que 17.000 agriculteurs et ouvriers agricoles ont quitté la terre en 2003 car ils ne parvenaient plus à gagner leur vie (Lucas, 2001). Les chiffres concernant l'Union européenne suggèrent que la moitié de l'agriculture du nord de l'Europe est vouée à disparaître en l'espace d'une génération (Woollacott, 2001) à mesure que petits et moyens agriculteurs se trouvent expulsés par des institutions qui prétendent les soutenir. Il est probable que la Pologne perde à elle seule jusqu'à deux millions de moyens d'existence liés à l'agriculture suite à son adhésion à l'UE (Lucas, 2001 ; CAP, 2010).

De même, aux USA, le nombre d'exploitations a chuté de 64% entre 1950 et 1999, passant en-dessous de la barre des deux millions. Durant la même période, la population agricole a décliné jusqu'à moins de 2%. Aujourd'hui, 90% de la production agricole enregistrée ne provient plus que de 522.000 exploitations.



Dumping et dévalorisation des prix. Le fait de vendre des produits en-dessous de leur coût de production – le dumping – ruine littéralement les petits producteurs autant dans les pays d’origine des produits que dans les pays destinataires⁹. Ainsi, l’importation de maïs bon marché des USA vers le Mexique – qui est ironiquement, le centre d’origine du maïs – ruine les producteurs mexicains. De même, l’exportation de légumes à bas prix du Mexique vers le Canada ruine les maraîchers canadiens. Le plus souvent, les effets néfastes du dumping sont ressentis non seulement par les producteurs mais aussi par tous les autres acteurs clés de l’économie locale (acteurs de la transformation alimentaire, points de vente locaux...). Les importations vers l’Inde de surplus laitiers subventionnés par l’Union Européenne ont par exemple eu des répercussions dommageables non seulement pour les entreprises laitières familiales mais aussi pour le réseau local de laiteries et de crèmeries. Au Sri Lanka, il existe des preuves tangibles de l’impact négatif des importations sur la production intérieure de légumes, notamment oignons et pommes de terre. La baisse des superficies allouées à ces cultures a touché près de 300.000 personnes impliquées dans leur production et leur commercialisation (FAO, 2002).

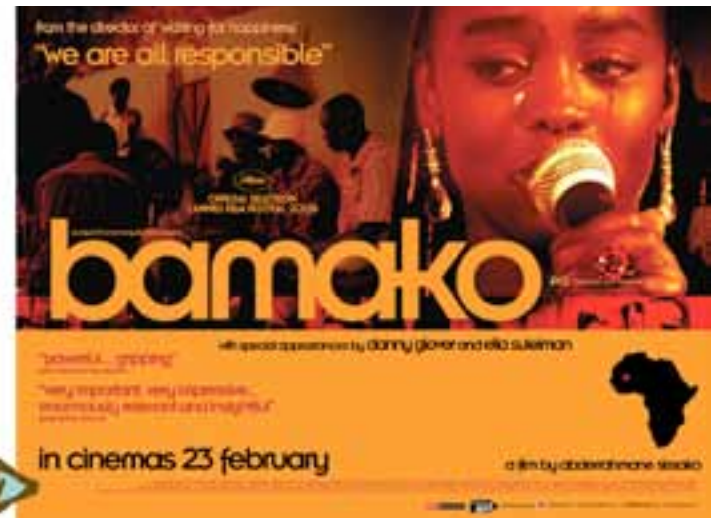
Suite à l’instauration de l’Accord de l’OMC sur l’Agriculture, des importations à bas prix menacent aujourd’hui la viabilité des petites exploitations, des pasteurs, des petites et moyennes entreprises du secteur alimentaire dans de nombreux pays en développement (Berthelot, 2001; Mazoyer et Roudart, 2002). Ceci est particulièrement



9 Le dumping concerne le commerce Nord-Sud, Sud-Nord, Sud-Sud et Nord-Nord, et résulte des subventions et du contrôle par monopole des marchés et de la grande distribution.

préoccupant dans la mesure où une part importante de la population de ces pays trouve dans l’agriculture un moyen de subsistance et un mode de vie; c’est le cas pour 75% de la population chinoise qui forme la classe des paysans, 82% de celle du Sénégal et 67% de l’Inde.

Marginalisation et perte d’estime de soi. L’industrialisation et/ou la commercialisation de l’agriculture et de la pêche ont conduit à un renforcement du contrôle exercé par les agro-entreprises et autres grandes entités commerciales sur l’agriculture, les forêts, les semences, les races de bétail et autres ressources génétiques, réduisant des communautés entières à quitter leurs terres et à cesser leurs activités traditionnelles. Les paysans, pêcheurs, pasteurs, habitants des forêts, travailleurs du secteur alimentaire et artisans ainsi déracinés vont chercher ailleurs des emplois précaires, risqués et mal payés. Ceci donne lieu à des migrations à grande échelle de familles de paysans, pasteurs et pêcheurs, à la création de nouveaux foyers de pauvreté et d’inégalité dans les zones rurales et urbaines, et à la fragmentation de communautés rurales toutes entières. Ce processus de désagrégation entraîne, notamment pour les femmes et les jeunes, la perte de capacité électorale et un effritement de leur pouvoir et de leur influence (voir, par exemple, Agarwal, 1994; Barraclough, 1991; Ghimire et Barraclough, 2001; Vasavi, 1999). Les femmes (qui sont généralement les gardiennes des



Aussi accessible sur YouTube



semences et du savoir traditionnel associé au bétail, aux produits forestiers, aux plantes médicinales ou comestibles et à d'autres sources de nourriture sauvage dans les systèmes alimentaires traditionnels) se retrouvent dévalorisées et impuissantes. La fragmentation des familles et des communautés limite sévèrement le potentiel des jeunes en matière de développement personnel et d'emploi. Le manque d'estime

de soi, l'isolement et les suicides sont de plus en plus fréquents dans les communautés paysannes. Aux Etats-unis, le suicide est à présent la première cause de mortalité chez les agriculteurs, où il survient à un niveau trois fois plus élevé que dans le reste de la population. Au Royaume-Uni, les suicides d'agriculteurs se succèdent au rythme d'un par semaine (Norberg Hodge, 2002); les appels téléphoniques vers la ligne d'assistance du Réseau de Crise des Agriculteurs (Farmers Crisis Network) ont grimpé de 60% en 2006 par rapport à l'année précédente (www.farmcrisisnetwork.org.uk).

Migration forcée à l'échelle domestique et internationale. Le phénomène de migration forcée est une conséquence des systèmes alimentaires modernisés, car ceux-ci ne permettent plus à un grand nombre de personnes de gagner décemment leur vie. La baisse du prix des denrées agricoles, l'étranglement entre prix de revient et prix de vente subi par les producteurs, la destruction d'habitats et de cultures due à des injustices sociales et environnementales, et la privatisation des services sociaux, de la santé, de l'éducation et de la culture, tout ceci incite les ruraux à migrer vers les villes à la recherche d'opportunités économiques plus alléchantes. Cependant, la majorité des migrants ruraux finit par rejoindre un bidonville pour y vivre un scénario tel que celui décrit par Davis (2006) dans *La planète des bidonvilles*. La pauvreté, la faim et le désespoir poussent souvent les gens à migrer encore plus loin, vers d'autres pays. En conséquence, les flux migratoires entre pays et entre continents connaissent une expansion rapide

aujourd'hui, tout comme les tragédies humaines et les conflits qui accompagnent souvent de telles migrations.

De nombreux migrants – hommes, femmes et enfants – meurent au cours du voyage vers des « terres plus hospitalières », et les conditions de vie des migrants et des réfugiés économiques s'empirent de jour en jour. L'Organisation Internationale du Travail des Nations Unies (OIT) estime que plus de 200 millions de migrants vivent dans des conditions économiques, sociales et culturelles particulièrement difficiles dans leur pays d'accueil. Beaucoup de ces personnes viennent de pays en développement ou de l'Europe de l'Est; il s'agit essentiellement de migrants économiques issus de communautés de petits producteurs (OIT, 2006b).

Ces émigrants peuvent aussi être confrontés au racisme, au viol et à l'exploitation sexuelle, au travail sous-payé ou forcé, et à un traitement de « citoyen de deuxième catégorie ». Les femmes représentent environ la moitié de tous les travailleurs migrants, et la plupart d'entre elles n'ont accès qu'à des contrats précaires et quasiment à aucune protection sociale (ILO, 2006a). Les problèmes rencontrés par les femmes qui émigrent sont accentués par le fait qu'elles soient à la fois femmes et migrantes.



Les femmes qui travaillent sont sujettes à diverses formes d'exploitation, de discrimination et souvent, de harcèlement sexuel. Les superviseurs masculins se rendent souvent coupables de harcèlement sexuel au travail. Les migrations saisonnières sont aussi associées à l'expansion du virus du Sida. Les femmes sont particulièrement vulnérables, sur le plan social et économique, au virus du Sida (ILO, 2006a).

Déclin de la diversité culturelle. La mondialisation des systèmes alimentaires a des conséquences désastreuses pour la diversité culturelle. Les savoirs sur l'alimentation, l'agriculture et l'utilisation des terres se perdent actuellement à une cadence inquiétante – bien plus élevée que celle de la disparition des espèces végétales et animales (Maffi *et al.*, 2000). En moyenne, le monde voit disparaître chaque semaine l'une de ses 7000 langues restantes. Chaque langue qui disparaît entraîne avec elle l'extinction d'une approche philosophique et pragmatique distincte de la vie et de la relation à la nature. Dans le même temps, les entreprises multinationales ont étendu leurs droits de propriété intellectuelle. Ceci favorise l'appropriation illicite de la diversité biologique et du savoir traditionnel façonné par les peuples indigènes, les pasteurs, les paysans, les habitants des forêts et les communautés locales (Baumann *et al.*, 1996; Crucible, 1994; Posey et Dutfield, 1996). La perte de savoirs, de pratiques et d'institutions liés à l'environnement aura des conséquences inévitables sur la sécurité alimentaire, les écosystèmes et les systèmes sociaux. L'érosion de la diversité culturelle compromet chaque jour un peu plus la capacité des sociétés humaines (notamment les groupes

les plus vulnérables) à gérer l'environnement de manière durable et à s'adapter adéquatement au changement global (Posey *et al.*, 1999).

On estime qu'entre 20 et 50% des langues du monde sont d'ores et déjà obsolètes et que 90% d'entre elles (voire plus) seront obsolètes ou auront disparu d'ici 2100.

It has been estimated that 20-50% of the world's languages are already moribund, and that 90% (possibly even more) may be moribund or will have disappeared by 2100

據估計，世界上有百分之二十至五十的語言已經滅絕，且有百分之九十（甚至可能更多）可能滅絕或即將於西元2100年消失於這世界上。

세계어의 20-50%가 이미 죽어간다는 것은 고, 그리고 90%가 (가능하게 더군다나) 죽어갈 지도 모르고다 또는 2100에 의해 사라질 것이라는 점을 추정되었다



THE RICE BOMBER 是 JIM PAGE 在知道楊儒門的故事，專程來台探監，回美後為楊儒門所寫的歌。



Yang, Ru-Men a grandi sur la ferme familiale
avec l'amour de la terre le matin et le bras musclé,
là-bas dans l'Océan de Chine sur l'Île de Taïwan.
C'est une histoire qui mérite d'être racontée et je vais vous la chanter.

La ferme familiale est le rocher où vient s'ancrer l'humanité
Dans la guerre mondiale du 21^{ème} siècle entre le paysan et le banquier
Les tyrans que sont les grandes entreprises prennent le parti de l'argent
Et les paysans sont sûrs de perdre, les entreprises sûres de gagner

Yang, Ru-Men a vu venir le danger d'un coin sombre et coléreux
Et il a pensé à tous ces paysans qui allaient se retrouver sans terre
Il a pris son téléphone et écrit des lettres, mais à quoi bon?
Ni les politiciens ni les journalistes ne les lisent jamais

Yang, Ru-Men est sorti se promener un soir
La lune brillait comme une lanterne et les étoiles scintillaient
Et il entendit une voix qui lui parlait si clairement dans sa tête
Peut-être était-ce celle de ses ancêtres; voici ce qu'elle disait

Quand Dieu ferme une porte il ouvre une fenêtre
Quand Dieu ferme une porte il ouvre une fenêtre

Yang, Ru-Men le paysan fabriqua une boîte en papier
Il en replia les côtés et y logea des pierres pour la lester
Avec un peu de poudre noire et un peu de riz [il écrivit]
Une note d'avertissement sur l'étiquette, un conseil

« Danger » disait la boîte en papier, les mots étaient bien visibles
« n'achetez pas de riz importé, notre futur n'est pas à vendre,
soutenez les paysans locaux, résistez au commerce étranger »
Et il la déposa en ville, là où son message serait compris, sans aucun doute

Et il en déposa une à la banque, et une devant la gare,
Les petites boîtes en papier avec leurs petites explications;
Dans les bureaux du gouvernement, un petit escadron de bombes en alerte
Mais elles n'étaient qu'en papier, et personne ne fut jamais blessé

Ils l'appelèrent le Bombardier du Riz et ils en firent toute une campagne
Ils dirent que c'était un terroriste et ils souillèrent son nom
Mais dans les campagnes où l'on discutait de ces choses-là
Les gens ôtaient leur chapeau et souriaient en disant « il est des nôtres »

(Ils disaient) quand dieu ferme une porte il ouvre une fenêtre
quand dieu ferme une porte il ouvre une fenêtre

Dix-sept bombes de riz en papier, dix-sept fois
Sur chacune une déclaration qu'ils qualifiaient chaque fois de crime
Et même s'ils fouillaient la campagne, ils n'avaient aucune piste
Yang, Ru-Men décida alors exactement quoi faire

Il se rendit à la gare pour se dénoncer
Il dit « Je suis celui que vous cherchez, c'est votre jour de chance
« mon nom est Yang, Ru-men », dit-il, et il fit une petite salutation
Il dit « je l'ai fait pour les paysans et je fais cela aujourd'hui pour eux »

« Si tu l'as fait pour les paysans, eh bien, c'est ce que tu dis,
« mais tu es maintenant sous notre détention et tu vas y rester »
Et la justice était telle un mur de pierre, elle ne versa pas une larme
Ils lui firent son procès et la condamnèrent à sept ans

Sept ans pour dix-sept petites boîtes de riz
Quel genre de mathématiques arriveraient à un tel prix
A la croisée des chemins de l'humanité le futur retient sa respiration
Dans les ordres de l'incertitude tout peut arriver

(Car) quand dieu ferme une porte il ouvre une fenêtre
quand dieu ferme une porte il ouvre une fenêtre

La ferme familiale est toujours le rocher qui retient l'ancre de l'humanité
Dans la guerre mondiale du 21^{ème} siècle entre le paysan et le banquier
L'un a l'argent, l'autre la charrue
Et qui devinera ce qui va se passer maintenant

Je suis allé rendre visite à Yang, Ru-men, ils le détenaient à Taipei
A la prison, c'était un jour de visite
Je ne parlais pas sa langue, et il ne parlait pas la mienne
Il y avait du Plexiglas entre nous, nous n'avions que peu de temps

Il a dit tu dois tenir à ton but et tu dois t'y tenir fermement
Croire en ce que tu as accompli et ne pas abandonner la lutte
Et lorsque le temps a été écoulé, lorsqu'ils l'ont emmené
Il a levé son poing et je l'entends encore dire:

Quand dieu ferme une porte il ouvre une fenêtre
Quand dieu ferme une porte il ouvre une fenêtre

當老天關閉了一扇門，祂會開啟另一扇窗

http://www.wretch.cc/blog/zoomment&article_id=1910574



2.2. Les coûts environnementaux des systèmes alimentaires modernes

Aménagement des terres et perte de biodiversité. Plus de terres vierges ont été converties à l'agriculture depuis 1945 que pendant les 18^{ième} et 19^{ième} siècles combinés. Les écosystèmes qui ont été le plus altérés par les systèmes agro-alimentaires modernes sont les zones littorales, les forêts tempérées de feuillus et les prairies, les forêts méditerranéennes et les forêts tropicales sèches. La conversion de terres à des fins de production de nourriture, de fibres, d'eau douce, de bois d'œuvre, de fourrage et de combustibles est l'un des principaux moteurs de l'érosion de la biodiversité dans les systèmes agricoles modernes intensifs en capital et en énergie (MA, 2005).

Par ailleurs, l'approche industrielle de l'agriculture favorise une simplification et une standardisation des agro-écosystèmes, et réduit le nombre d'espèces cultivées et la variabilité au sein des espèces. Une importante diversité génétique de plantes cultivées et d'animaux d'élevage a disparu suite à l'expansion de monocultures industrielles et à une spécialisation accrue au niveau des parcelles, des exploitations et des paysages. Ainsi, sur les 7098 variétés de pommes connues et cultivées aux Etats-Unis entre 1804 et 1904, environ 86% ont disparu. De même, 95% des variétés de chou, 91% de maïs, 94% de pois et 81% de tomates cultivées par le passé aux Etats-Unis sont tombées en désuétude (Fowler, 1991). En Corée, 74% des variétés de 14 cultures différentes présentes sur des exploitations précises en 1985 avaient disparu des champs en 1993 (FAO, 1996). Le Mexique a perdu plus de 80% de ses variétés de maïs depuis 1930. La perte de diversité génétique dans le domaine de l'élevage est tout aussi alarmante. Au Brésil, seules 12 des 32 races indigènes de cochon subsistent, et toutes sont menacées. Sur les 2576 races de bétail connues en Europe, près de la moitié est considérée comme étant en danger. Entre 1995 et 1999, le pourcentage de races de mammifères en danger est passée de 33 à 49%; le pourcentage de races d'oiseaux menacées d'extinction en Europe s'est accrue, passant de 65 à 76%. En l'an 2000, selon la FAO, deux races de bétail disparaissent chaque semaine et 1350 races sont directement menacées d'extinction (FAO et PNUE, 2000). La perte de biodiversité de ce type induit des problèmes de durabilité, augmente le risque environnemental et réduit de manière significative la résilience face au changement, notamment au changement climatique (FAO, 1996; FAO et PNUE, 2000; Pimbert, 1999; IPPC, 2007).



Érosion du sol. Le sol est une matrice dynamique et vivante, et constitue une partie essentielle de l'écosystème terrestre. C'est une ressource critique, pas seulement pour la production agricole et les systèmes alimentaires, mais aussi pour la reproduction de quasiment tous les processus vivants. Plus de la moitié de la surface de la Terre est utilisée de manière intensive à des fins agricoles à travers la culture, le pâturage, les plantations forestières et l'aquaculture. Depuis 1950, un tiers de notre sol a été profondément modifié en raison de dégradations modérées ou importantes du sol et des terres (Oldeman *et al.*, 1990). Des évaluations de la dégradation du sol réalisées par des experts indiquent que près de 75% des terres cultivées en Amérique centrale, 20% en Afrique (essentiellement des pâturages), et 11% en Asie sont fortement dégradées (IFPRI, 2000). On estime que 6% des terres agricoles de l'Inde ont été rendues inutilisables à cause de la salinisation, un phénomène résultant directement de l'agriculture de type Révolution verte (Rosset *et al.*, 2000).

L'érosion à grande échelle de la biodiversité du sol est elle aussi préoccupante. En effet, le sol contient un nombre colossal d'organismes vivants assemblés en communautés complexes et variées. La biodiversité du sol reflète la variabilité des organismes vivants du sol, depuis la myriade de microbes, de bactéries et de champignons invisibles jusqu'à la macro-faune plus connue telle que vers de terre, scarabées et termites. Ces organismes du sol contribuent à toutes sortes de fonctions essentielles pour la durabilité de tous les écosystèmes: en jouant le rôle d'agents moteurs du cycle des éléments minéraux; en régulant les dynamiques de l'humus du sol, de l'emprisonnement du carbone du sol et des émissions de gaz à effet de serre; en modifiant la structure physique du sol et les régimes hydriques; en augmentant la quantité et l'efficacité des nutriments utilisés par les végétaux et en contribuant à la santé des plantes. L'ensemble de ces services est non seulement essentielle au bon fonctionnement des écosystèmes naturels, mais ils constituent aussi une ressource importante dans la gestion durable des systèmes agricoles (FAO et CDB, 2001). On estime la valeur des « services à l'écosystème » (traitement des bio-déchets, formation de la structure pédologique, biorémédiation, fixation de l'azote et contrôle biologique) rendus annuellement par les biotopes du sol aux systèmes agricoles du monde entier à plus de 1.542 milliard de dollars américains (Pimental *et al.*, 1997). La dégradation des terres induite par l'agriculture industrielle,



la répartition inéquitable des terres conduisant à la surexploitation des sols ou à leur abandon, et les incitations économiques œuvrant contre la préservation et la bonne gestion du sol, tous ces phénomènes vont à l'encontre des fonctions naturelles du sol qui jouent un rôle capital pour l'écosystème.

La pêche en crise. La production alimentaire issue de la pêche sauvage subit les effets de la dégradation des habitats, de la surexploitation et de la pollution, à tel point que la plupart des ressources ne se renouvellent plus sans interventions extérieures visant à accroître les populations halieutiques. De plus, l'escalade de la pêche intensive et l'utilisation de technologies non durables ont épuisé les ressources halieutiques à l'échelle mondiale (MA, 2005). On peut donc parler de dégradation globale des écosystèmes aquatiques.

L'impact de la pêche industrielle sur l'environnement marin est particulièrement marqué. La surpêche est l'utilisation non durable des mers et des océans. De trop grandes quantités de poissons sont pêchées pour que le système puisse perdurer, et la proportion de poissons adultes restants est insuffisante pour assurer la reproduction et le renouvellement de la population. Selon la FAO, près de 80% des zones de pêche du monde sont ou totalement exploitées ou surexploitées, ou bien épuisées ou laissées à l'abandon. Au niveau mondial, environ 90% des populations de gros poissons prédateurs ont d'ores et déjà disparu (SOFIA, 2006). Après avoir épuisé les ressources halieutiques les plus côtières sur le marché, les flottes de pêche commerciales ciblent les ressources de deuxième choix, et ainsi de suite. Les scientifiques s'accordent sur le fait qu'au niveau actuel d'exploitation, d'importants stocks halieutiques auront disparu du système dans 25 ans (www.overfishing.org).

L'exploitation de ressources halieutiques en chaîne, des plus prisées aux moins côtières, n'affecte pas seulement les espèces de poisson ciblées. Les efforts accrus que doivent mettre en œuvre les flottes de pêche industrielle pour rapporter du poisson ayant une valeur commerciale se traduit souvent par la surexploitation ou la destruction de dauphins et autres mammifères marins, de requins, d'oiseaux de mer et d'espèces de poisson et de biodiversité marine non rentables commercialement, qui sont capturés accidentellement ou simplement rejetés

(jusqu'à 80% du volume de la pêche dans certains cas). De nombreuses techniques de pêche exercent une pression considérable sur le fonctionnement des écosystèmes marins. Ainsi, les pratiques de pêche non-sélectives, comme les chaluts de fond, ont des conséquences dévastatrices sur les populations non-ciblées. La pêche industrielle est responsable de la disparition d'espèces mais aussi de la dégradation d'écosystèmes complets. C'est donc la santé écologique globale des océans et des mers qui est mise à mal et menacée de s'effondrer. Ainsi, les sociétés humaines où qu'elles se trouvent sur le globe risquent de perdre une source précieuse de nourriture qui contribue sur le plan social, économique et nutritionnel à la vie de nombreuses populations (Clover, 2004; SOFIA, 2006; www.overfishing.org).



www.overfishing.org



Usage de l'eau et pollution. L'eau est indispensable à la production de denrées alimentaires comme les céréales, les légumes, la viande et les produits laitiers. La production alimentaire accapare aujourd'hui environ 70% de l'eau douce issue de forages. L'irrigation à des fins agricoles est de loin la première source de consommation d'eau et la mise à disposition de nouvelles quantités d'eau pour l'alimentation et l'agriculture représente une menace pour la durabilité écologique (MA, 2005). L'élevage industriel est le secteur qui génère le plus de pollution de l'eau, et il est largement responsable de la hausse de consommation d'eau, avec 8% de la consommation d'eau à l'échelle planétaire (Steinfeld *et al.*, 2006). Les engrais synthétiques qui ruissellent en surface ou s'infiltrent dans le sol et les sources concentrées d'excréments d'animaux dégradent les aquifères, les rivières, les lacs et même les océans, et ont des conséquences néfastes sur la qualité de l'eau potable, l'habitat des poissons et les lieux d'agrément et de loisir (FAO, 2006; WWAP, 2003).

Le commerce mondial de nourriture implique une « circulation virtuelle » de l'eau des pays exportateurs de denrées alimentaires vers les pays importateurs¹⁰. Ainsi, on constate aujourd'hui que des volumes importants d'eau virtuelle sont exportés via des exportations alimentaires issues des Amériques, de l'Asie du sud-est et de l'Océanie et via des importations en direction de l'Amérique du Nord, de l'Europe de l'Ouest et de l'Asie centrale et du sud (Hoekstra et Hung, 2002).

L'Australie, un continent sec soumis à des sécheresses périodiques, est le deuxième exportateur net au monde de cette eau virtuelle, contenue dans les céréales, le bétail et les produits laitiers exportés. La Nouvelle Zélande et l'Australie fournissent à eux deux le tiers des échanges mondiaux de produits laitiers, et ces deux pays figurent parmi les 12 premiers exportateurs nets d'eau (Chapgrain & Hoekstra, 2003). Le débit de ces flux d'eau virtuelle est estimé à entre 700 et 1100 kilomètres-



¹⁰ La quantité d'eau consommée dans la production d'un produit correspond à "l'eau virtuelle" contenue dans le produit (Allan, 1998).

cubes par an (Hoekstra *et al.*, 2003). L'équivalent de 20 fleuves du Nil est ainsi transféré chaque année du monde en développement vers le monde développé (Pearce, 2006).

Ce flux d'eau virtuelle, conséquence du commerce mondial de produits alimentaires, est en augmentation, certaines régions servant de véritables « mines d'eau » pour produire des cultures et du bétail destinés à l'exportation internationale. Ainsi, en-dehors d'Israël et de la Jordanie, aucun des pays situés en zone semi-aride n'a mis en place de politiques visant à limiter ou abandonner les exportations ou la production locale de cultures exigeantes en eau et à les remplacer par des importations ou des cultures plus rentables, afin d'optimiser l'utilisation d'eau (World Water Council, 2004). En outre, les changements alimentaires mondiaux, notamment la consommation accrue de viande, ont aussi un impact croissant sur les ressources en eau. Ainsi, tandis que 1000 litres d'eau sont nécessaires à la production d'un kilo de blé, il faut cinq à dix fois plus d'eau pour produire un kilo de viande. Si tous les êtres humains adoptaient un régime alimentaire de type occidental, quelque 75% d'eau supplémentaire serait nécessaire à la production alimentaire mondiale (Zimmer et Renault, 2003).



Pollution agro-chimique. Les pesticides commerciaux ont des effets néfastes sur la santé des travailleurs agricoles, et sur bien d'autres organismes non-ciblés par les pesticides et sur leurs habitats (WWAP, 2003). L'utilisation excessive et la mauvaise gestion des pesticides empoisonnent l'eau et les sols. La substitution des méthodes naturelles



de contrôle des ravageurs par des pesticides artificiels coûterait 54 milliards de dollars par an (CAST, 1999). De plus, l'épandage de quantités massives d'engrais chimiques dans les champs au cours des dernières décennies a conduit à une augmentation annuelle de 150% des apports en azote aux écosystèmes et de 4,6% pour les flux de phosphore (MA, 2005). Cela conduit à une eutrophisation des nappes phréatiques, de l'eau douce et des environnements littoraux. Ce phénomène se traduit par des bouleversements des conditions biotiques et abiotiques qui aboutissent, occasionnellement, à des problèmes de toxicité, à une perte de biodiversité et à une baisse de la qualité de l'eau (Carpenter *et al.*, 1998). De 1890 à 1990, la quantité totale d'azote biologiquement disponible générée par les activités humaines a augmenté d'un facteur neuf, et l'activité humaine produit aujourd'hui plus d'azote que tous les processus naturels réunis. La pollution due aux engrais chimiques utilisés dans la ceinture agricole des Etats-Unis est la cause principale d'une « zone morte » sur le plan biologique (ou zone hypoxique) située dans l'environnement aquatique du Golfe du Mexique à 1500 km de là; des impacts de même nature sont ressentis dans la Mer Baltique et le long des côtes de l'Inde et de la Chine, ainsi que dans la Grande Barrière de Corail de l'Australie. De la même manière, en raison du transport atmosphérique mondial de polluants agricoles – comprenant entre autres les gaz à effet de serre –, les conséquences environnementales sont souvent subies par des populations se trouvant très loin des sites de production (PNUE, 2005).





Le commerce mondial d'alimentation et d'intrants agricoles modifie de manière significative les cycles biogéochimiques à l'échelle planétaire. A travers tout le système alimentaire moderne, l'extraction à grande échelle ou la production, la transformation et la consommation de matériau biophysique se solde par la disparition et l'élimination de carbone et de nutriments (notamment la potasse, le phosphore, l'azote, le calcium et le soufre). Ainsi, l'évaluation des flux de matières a permis de suivre et d'examiner l'importation dans les pays du Bénélux de copeaux de manioc en provenance de Thaïlande, destinés à l'alimentation d'animaux d'élevage et de volaille dans le cadre d'une production industrielle intensive. Ces copeaux contiennent plus de potasse qu'il n'en est ré-appliqué sous forme d'engrais à toute l'agriculture thaïlandaise. En d'autres termes, ces activités de production et d'exportation reviennent à une forme d'exploitation minière minérale qui passe le plus souvent inaperçue et que les signaux du marché ne détectent pas. De plus, les excréments d'animaux chargés en nutriments créent des surplus dans les pays importateurs. Une fois décomposés, ces surplus finissent dans les cours d'eau et dans l'eau, créant une nouvelle vague de problèmes. De la même façon, on a évalué les coûts en carbone inhérents au commerce et à la vente mondiale de produits alimentaires (Pretty, 2002); ces coûts seraient alarmants au regard du changement climatique, et donc inacceptables dans une perspective de durabilité.

Espèces invasives et organismes génétiquement modifiés (OGM).

Certaines nouvelles cultures agricoles, ou races animales, essences d'arbre ou espèces de poisson deviennent envahissantes: elles s'imposent au-

delà du périmètre visé lors de leur introduction, et deviennent nuisibles pour les espèces indigènes (Mooney *et al.*, 2005; Mathews and Brand, 2004). Les variétés génétiquement modifiées et autres OGM peuvent potentiellement devenir des espèces envahissantes ou s'hybrider avec des espèces sauvages apparentées, avec pour conséquence une perte de biodiversité et la fragilisation des processus et de services écologiques essentiels (Altieri et Rosset, 1999; Omamo et Grebmer, 2005; Oksman-Caldentey et Barz, 2002; Wan Ho *et al.*, 2003).

Les agro-carburants¹¹. La demande en agro-carburants est actuellement une hausse en raison de la perspective d'un pic de production pétrolière qui devrait être atteint dans les années à venir d'une part, et de l'épuisement mondial des énergies fossiles d'autre part. La demande est particulièrement marquée pour le biodiésel issu de plantes à huile et le bioéthanol issu par fermentation alcoolique de céréales, de sève, d'herbe, de paille ou de bois. Les agro-carburants sont maintenant cultivés à une échelle importante, faisant concurrence aux cultures vivrières. Ainsi, 20% du maïs cultivé en 2006 dans le monde était destiné à la production d'éthanol.

Il est démontré que la culture à grande échelle d'agro-carburants fera augmenter de manière significative les niveaux de dégradation environnementale à travers le monde. Des écosystèmes et une biodiversité d'ordre capital ont déjà été détruits afin de planter des cultures d'agro-carburants dans des pays en développement. On peut

11 Cet ouvrage s'intéresse à une catégorie spécifique de biocarburants, appelés « agro-carburants » car ils sont produits dans le cadre d'une agriculture industrielle intensive, généralement sous forme de monocultures couvrant des milliers d'hectares, le plus souvent dans les pays en développement.



citer en exemple la canne à sucre (Brésil) et le soja (Argentine, Paraguay, Bolivie, Brésil). La perte de biodiversité due aux plantations d'espèces à huile s'accélère dans des pays comme l'Indonésie, la Malaisie, le Cameroun, la Colombie et l'Equateur. La production d'agro-carburants à grande échelle entraîne une déforestation importante et un déclin notable de la biodiversité, surtout dans les régions tropicales (Smolker *et al.*, 2007).

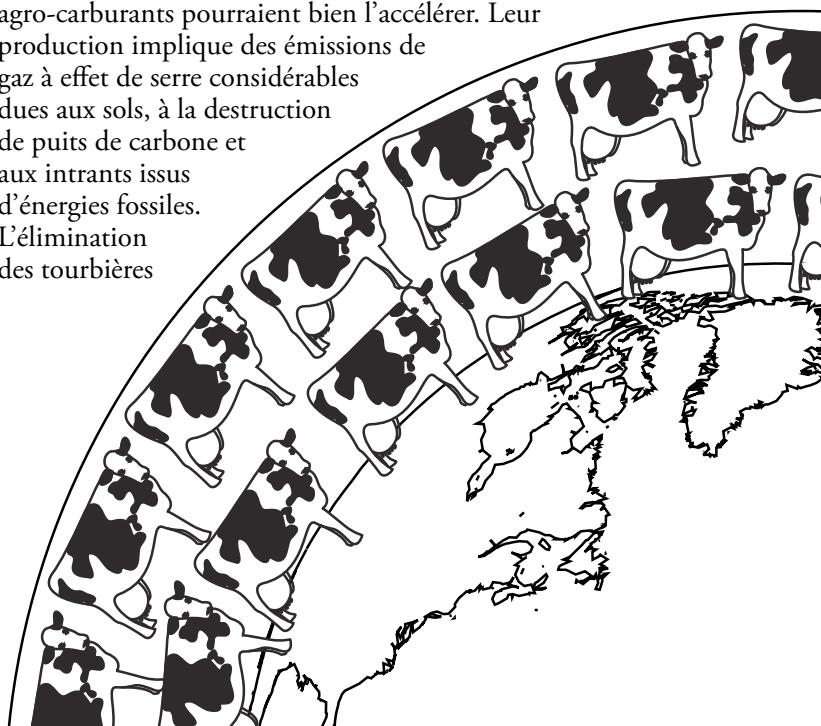
Le soja est reconnu comme principale cause de déforestation en Amazonie. Selon un rapport de l'Administration Nationale de l'Aéronautique et de l'Espace des Etats-Unis (NASA), le niveau de

destruction de la forêt dans cette région est directement corrélé au prix du soja (Morton *et al.*, 2006). L'expansion du soja est aussi identifiée comme première responsable des niveaux élevés de déforestation touchant les forêts tropicales et les forêts semi-tropicales soumises à des sécheresses saisonnières en Amérique latine depuis la fin des années 90, en particulier en Argentine, au Paraguay, en Bolivie et au Brésil (Grau *et al.*, 2005). L'expansion des agro-carburants aura probablement pour effet de faire monter le prix du soja en créant un nouveau marché pour le biodiésel à base de soja.



La biodiversité et les services aux écosystèmes qui lui sont associés sont aussi dégradés par l'emploi de l'irrigation et d'engrais utilisés pour augmenter les rendements des cultures d'agro-carburants. L'irrigation conduit à l'épuisement des lacs, des rivières et des aquifères, tandis que les engrais accroissent l'impact des nitrates dans le sol et l'eau. L'une de ses conséquences est l'eutrophisation, qui représente une menace majeure pour les poissons. Les cultures génétiquement modifiées d'agro-carburants tolérants aux herbicides (GM) facilitent l'épandage aérien des herbicides, qui nuit à la biodiversité et aux exploitations agricoles de petite taille (Biofuelwatch *et al.*, 2007).

Les agro-carburants sont prétendus « neutres pour le cycle du carbone » : leur combustion ne relâche aucun gaz à effet de serre dans l'atmosphère puisqu'elle ne fait que rendre à l'atmosphère le dioxyde de carbone que les plantes y ont prélevé durant leur croissance en plein champ. Cependant, au lieu de combattre le changement climatique, les agro-carburants pourraient bien l'accélérer. Leur production implique des émissions de gaz à effet de serre considérables dues aux sols, à la destruction de puits de carbone et aux intrants issus d'énergies fossiles. L'élimination des tourbières

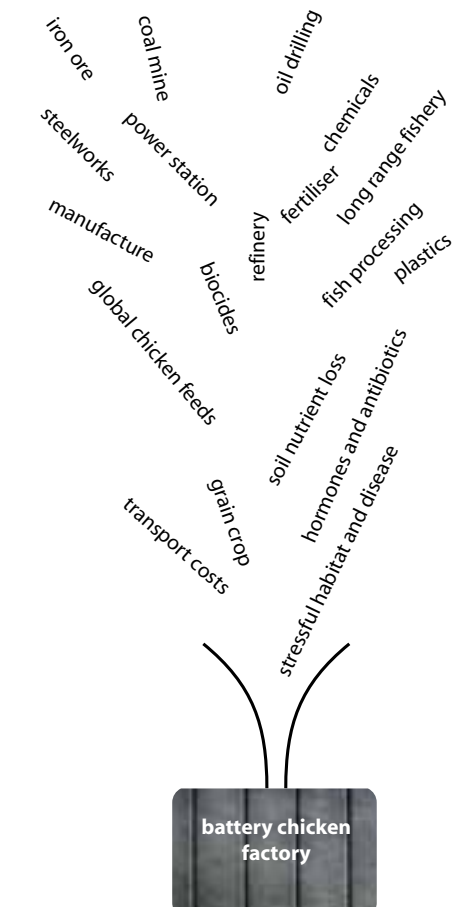
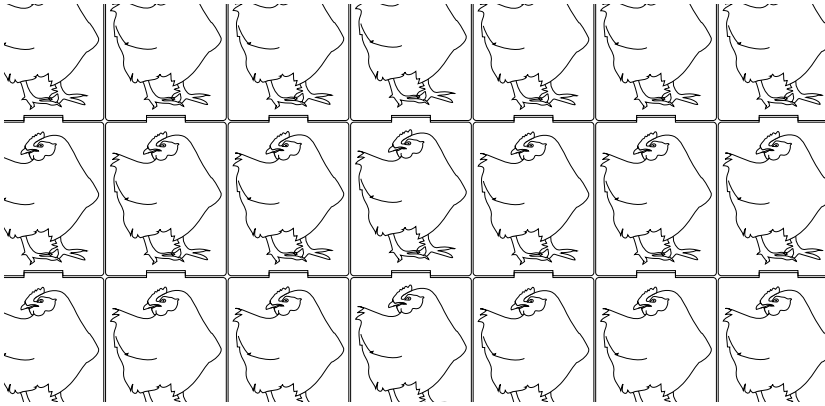


d'Indonésie au profit de plantations d'huile de palme a entraîné des émissions massives de CO₂ (Hooijer *et al.*, 2006; Page *et al.*, 2002). Les forêts coupées pour planter des cultures bioénergétiques produisent des émissions massives de carbone. L'option la plus désastreuse consiste à convertir de la forêt tropicale en terres cultivées, conversion qui génère une perte nette (ou émission) de 200 tonnes de carbone par hectare (Righelato et Spracklen, 2007).¹² Viennent aussi s'ajouter d'autres coûts en énergie et en émissions de carbone liés à la production et l'utilisation d'engrais et de pesticides et d'outils agricoles, à la transformation et à la raffinerie, aux usines de raffinerie, au transport et aux infrastructures nécessaires au transport et à la distribution. Ces coûts peuvent atteindre des niveaux substantiels, surtout si les agro-carburants sont produits dans un pays et exportés vers un autre. Les analyses du cycle de vie des agro-carburants font état d'un bilan énergétique de faible à négatif; lorsqu'une comptabilité correcte est réalisée, le résultat est un bilan énergétique généralement négatif: la production d'agro-carburants consomme plus d'énergie que n'en génèrent au final ces carburants végétaux (ISIS, 2006).

Systèmes alimentaires, consommation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre. Les systèmes alimentaires industriels pèsent en matière de changement climatique. Les animaux sont responsables de 31% des émissions de gaz à effet de serre (GES) et les engrais azotés de 38% (Stern, 2006). En 2006, une analyse du cycle de vie menée par le Centre de Recherche Commun Européen a identifié le secteur de l'alimentation et des boissons comme la source la plus importante de gaz à effet de serre, représentant 20 à 30% des impacts environnementaux liés aux types de consommation les plus communs en Europe (Tukker *et al.*, 2006). Une comptabilité en terme de cycle de vie montre que de la ferme à l'assiette, le système alimentaire français est responsable de plus de 30% des émissions de gaz à effet de serre au niveau national (Jancovici,



¹² Le rapport de Stern sur l'économie du changement climatique réalisé à la demande de la Trésorerie Britannique soulignait que mettre fin à la déforestation serait de loin la mesure la plus efficace économiquement pour atténuer le changement climatique, avec un coût minimal de 1 dollar américain par tonne de CO₂ dont on éviterait l'émission (Stern, 2006).



battery chicken factory

an industrial egg



2004). L'étude européenne conclut que les secteurs contribuant le plus aux gaz à effet de serre sont, en première position, celui de la viande et des produits de boucherie, et en second lieu, le secteur laitier.

Le système alimentaire moderne contribue aussi largement au réchauffement global et au changement climatique par le biais de l'utilisation intensive d'énergies fossiles pour les engrais, les produits phytosanitaires, la production, le transport, la transformation, la réfrigération et la vente. Chaque unité d'énergie alimentaire produite exige des apports bien plus grands en termes d'énergie fossiles (Leach, 1976). Ainsi, plus de 17% de l'énergie consommée aux Etats-Unis est accaparée par le système alimentaire du pays. En moyenne, le système alimentaire américain consomme 10 unités d'énergie pour produire une unité d'énergie alimentaire (Pimentel et Pimentel, 2008). Dans les pays industrialisés, entre 10 et 15 unités d'énergie sont dépensées pour chaque unité d'énergie alimentaire présente dans une assiette (Gunther, 2000). Dans le cas du bœuf nourri au grain, c'est 35 calories apportées pour une calorie de viande de bœuf produite; et une cannette de limonade allégée en sucre qui apporte au mieux 1 calorie d'énergie mobilise 2200 calories lors de sa production (dont 70% uniquement pour la cannette en aluminium)(Heller et Keoleian, 2000). Pour ce qui est du transport, il faut compter 12,5 unités d'énergie pour chaque unité de nourriture parcourant 1200 km dans les airs (Voeding, 2001; Pirog, 2003).

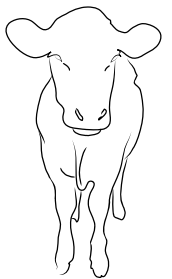
Par conséquent, l'empreinte écologique du secteur énergétique due à l'exploration, à l'extraction et au développement des infrastructures est tout-à-fait significative. La recherche d'hydrocarbures, la construction des pipelines, l'exploitation minière de l'uranium, la construction de barrages hydroélectriques, l'exploitation forestière pour le bois de chauffage et, de plus en plus, les plantations de biocarburants conduisent à des dégradations importantes de l'habitat et génèrent des émissions de gaz à effet de serre. Ces systèmes alimentaires industrialisés intensifs en énergie et leurs infrastructures énergétiques émettrices de gaz à effet de serre contribuent directement et de manière importante au changement climatique et à ses effets (IPCC, 2007).

En somme, les coûts sociaux et environnementaux des systèmes alimentaires modernes sont extraordinairement élevés. Ces

phénomènes ont été traités séparément, ce qui peut laisser penser que chaque « crise » peut être « gérée » de manière isolée, fragmentée et sectorisée. Cependant, dans la réalité, les personnes, les paysages et les systèmes alimentaires sont interdépendants, et les coûts sociaux et environnementaux se combinent et s'amplifient les uns les autres, avec des conséquences désastreuses pour tout le monde. Comme le montre cette conversation entre agriculteurs danois et argentins, un profond changement *systemique* et *simultané* doit intervenir pour renverser la tendance actuelle du système alimentaire mondial:

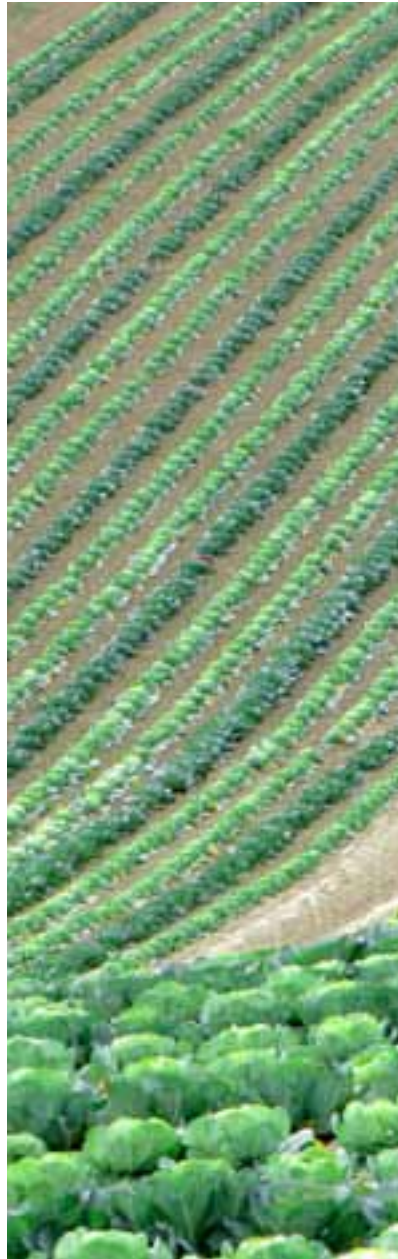
« La production de viande danoise est basée sur le soja d'Amérique Latine, en particulier d'Argentine, où de vastes espaces sont dédiés à la monoculture de soja transgénique. Le sol est épuisé et en proie à l'érosion. Les producteurs de soja agrandissent sans cesse leurs exploitations – en gagnant des nouvelles terres sur la forêt ou en mettant des terres vierges en culture. Les agriculteurs danois eux-mêmes y perdent, car ils sont obligés de produire de la nourriture toujours moins chère, ce qui n'est possible que sur des grandes exploitations. Dans ce jeu de la concurrence, les petits exploitants finissent par abandonner. La nature au Danemark est elle aussi perdante en raison de l'excès de fertilisation azotée qui reste dans les excréments – engrais azotés extraits du sol argentin (lui-même épuisé!). Les paysans d'Argentine qui produisaient traditionnellement une diversité d'aliments (légumes, viande, lait) vendent leurs terres aux producteurs de soja car leur capacité à produire est réduite à néant par les épandages aériens de pesticides, ou parce qu'en l'absence de papiers attestant de leurs droits de propriété sur leur terre, ils perdent leurs terres. Comme les paysans locaux ne produisent plus pour les habitants locaux, la faim et la malnutrition se sont installées. On nourrit les gens avec du soja, alors qu'il n'entre pas dans le régime alimentaire traditionnel. La population danoise perd, quant à elle, le savoir-faire et les connaissances nécessaires à la culture et à la consommation d'une régime traditionnel riche en fruits et légumes, et elle consomme désormais plus de viande et de lait qu'il n'en faut pour être en bonne santé – comme d'ailleurs le reste du monde occidental ».

Extrait d'une discussion entre agriculteurs danois et argentins, publié dans le rapport du Forum Nyéléni de 2007 sur la Souveraineté alimentaire.









Chapitre 3. Souveraineté alimentaire: une vision citoyenne d'un monde meilleur

Le chapitre précédent montre qu'à travers le monde, les petits producteurs et leur environnement subissent de plein fouet les conséquences des processus combinés du développement économique, de la libéralisation et de l'intégration de systèmes agro-alimentaires à l'économie mondiale globalisée. Cependant, le paradigme dominant du développement postule qu'il est bénéfique et même nécessaire de réduire le nombre de personnes vivant en milieu rural, travaillant la terre et dépendant des systèmes alimentaires locaux¹³ (Pimbert 2006; Perez-Vitoria, 2005; Ollivier, 2007). Celui-ci envisage et encourage un exode rural allant grossir les rangs de l'industrie, du commerce et des services en zones urbaines (APM-Mondial 2001; Desmarais, 2007; Pimbert *et al.*, 2006). De nombreux programmes de développement sont bâtis sur la croyance que les producteurs qui continuent de cultiver, de pêcher, d'élever des animaux et d'exploiter les forêts et les communaux dans une logique de subsistance devraient « se moderniser » dès que possible. Il faudrait qu'ils deviennent des producteurs commerciaux à part



¹³ Il est rare que des petits producteurs, paysans et autres ruraux ne vivent que de l'agriculture. Ceux-ci exercent souvent des activités liées à la transformation locale de nourriture ou s'impliquent dans d'autres moyens d'existence. Ainsi, la question n'est pas simplement de savoir si moins de personnes travaillent la terre (à temps plein) mais si les gens peuvent continuer à gagner leur vie en milieu rural, en combinant agriculture, utilisation des terres et de l'eau et moyens d'existence divers.



entière en adoptant les technologies industrielles des secteurs agricoles et alimentaires qui permettent de réaliser des économies d'échelle (Desmarais, 2007). Ceux qui ne peuvent opérer cette transition doivent quitter l'agriculture et le milieu rural pour aller chercher d'autres moyens d'existence. Cet objectif de modernisation est conçu comme un but souhaitable et inévitable par la plupart des décideurs, des donateurs, des experts en développement et de certaines ONG intégrées au modèle dominant.

Pourtant, cette trajectoire néo-libérale vers la croissance n'est que l'un des modèles de développement et de choix politique possibles pour



le futur de l'alimentation, de l'agriculture, de l'environnement et du développement. L'extinction des paysans, des travailleurs du secteur alimentaire et des peuples indigènes n'a donc rien d'inévitable. L'idée que les communautés de petits producteurs et de peuples indigènes sont voués à disparaître ne reflète qu'une vision du futur parmi d'autres – c'est un choix politique reposant sur des théories spécifiques du changement que l'on peut contester et rejeter.

Les connaissances, les priorités et les aspirations des petits producteurs et de tous les citoyens dépendant, par leurs activités, du secteur alimentaire, sont rarement prises en compte dans les débats autour des politiques à mettre en place pour le futur de l'alimentation, de l'agriculture et du développement (Edelman, 2003). Quand les gouvernements décident d'organiser des consultations publiques d'aide à la décision, ce sont les experts et les représentants des gros exploitants agricoles et des entreprises agro-alimentaires qui occupent le devant de la scène, et non les petits producteurs, artisans et petites entreprises du secteur alimentaire et autres citoyens. De même, lorsque des groupes de spécialistes et des universitaires organisent des rencontres pour éclairer les orientations des décideurs, les paysans, pasteurs, pêcheurs, artisans alimentaires et peuples indigènes sont le plus souvent tenus à l'écart de ces processus, et leurs voix sont rarement entendues (Pimbert *et al.*, 2006).

La « souveraineté alimentaire » est un paradigme alternatif pour l'alimentation, la pêche, l'agriculture, le pastoralisme et la sylviculture, émergeant en réponse à ce déficit démocratique. Ce modèle de politique alternative pour l'alimentation et l'agriculture est aussi une réponse des citoyens aux crises sociales et environnementales multiples induites par le système alimentaire mondial partout dans le monde. En effet, parmi les propositions en faveur de la souveraineté alimentaire, beaucoup visent directement à renverser le caractère destructeur pour la société et l'écologie des modèles industriels d'agriculture, de pêche, de sylviculture, d'élevage et des systèmes alimentaires dont ils font partie. *« L'autosuffisance et l'autonomie sont à présent des exigences politiques, bien ancrées dans l'expérience de millions d'Indiens, de campesinos (paysans), de « marginaux urbains » et de beaucoup d'autres groupes du sud du globe. En se ré-enracinant et se régénérant dans leurs propres espaces, ils élaborent de vraies réponses aux « forces globales » cherchant à les évincer »* (Esteva et Prakash, 1998).

La souveraineté alimentaire est un concept politique relativement nouveau. Après plusieurs années d'élaboration, il a été mis en avant à l'échelle internationale pour la première fois par La Via Campesina lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en 1996. Depuis, de nombreux mouvements sociaux, organisations ou personnes se sont saisis du concept de souveraineté alimentaire et contribué à son développement.



3.1. La Via Campesina et le concept de souveraineté alimentaire

« Nous, La Via Campesina, un mouvement croissant de travailleurs agricoles, paysans, organisations paysannes et de peuples indigènes de toutes les régions du monde, savons que la sécurité alimentaire ne peut être assurée sans tenir pleinement compte de ceux qui produisent l'alimentation. Tout dialogue ignorant nos contributions échouera dans l'éradication de la pauvreté et de la faim. Se nourrir est un droit humain fondamental. Ce droit ne peut être réalisé qu'au sein d'un système qui garantit la Souveraineté Alimentaire » (Via Campesina, 1996).

La Via Campesina est un mouvement international qui coordonne des organisations paysannes de petits et moyens producteurs, de travailleurs agricoles, de femmes rurales et de communautés indigènes d'Asie, d'Amérique et d'Europe. C'est un mouvement autonome et pluraliste, indépendant de toute dénomination politique, économique ou autre. La Via Campesina a des ramifications organisées dans les sept régions suivantes: Europe, Asie du nord-est et du sud-est, Asie du sud, Amérique du Nord, les Caraïbes, Amérique centrale et Amérique du Sud. Elle s'est constituée en avril 1992, lors de la rencontre de plusieurs dirigeants paysans d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord et d'Europe à Managua, au Nicaragua, lors du Congrès de l'Union Nationale des Agriculteurs et des Eleveurs (UNAG). En mai 1993, la première conférence de La Via Campesina à Mons, en Belgique, lui a permis de se constituer en organisation mondiale; c'est aussi là qu'ont été définies ses premières orientations stratégiques et sa structure.

Dès ses débuts, La Via Campesina a gardé ses distances vis-à-vis des gros exploitants ou agro-entreprises et des organisations non-gouvernementales. Ses membres ont toujours mis l'accent sur le fait



qu'elle est l'initiative de paysans et non d'ONG. Au Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996, La Via Campesina a refusé de signer la déclaration des ONG car elle « trouvait que celle-ci ne s'intéressait pas suffisamment aux préoccupations et aux intérêts des familles paysannes » (Desmarais, 2002). La Via Campesina a aussi un positionnement très clair sur le genre d'agriculteurs qu'elle représente ou accueille parmi ses membres. Sa relation avec la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (IFAP) est éloquente à cet égard (Encadré 3.1).

Encadré 3.1. L'IFAP et La Via Campesina

Créée en 1946, l'IFAP prétend généralement représenter les agriculteurs du monde entier¹⁴ auprès d'institutions influentes comme l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies (FAO), le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (IFAD), l'Organisation Mondiale du Commerce, la Banque mondiale et l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCDE) (Desmarais, 2007). Cependant, l'IFAP a souvent été perçue comme « représentant les intérêts des gros agriculteurs basés essentiellement dans les pays industrialisés » (Desmarais, 2007). L'IFAP est considérée comme une organisation « conservatrice » (Edelman, 2003), « réformiste ou conformiste » (Desmarais, 2007) qui soutient la libéralisation et la mondialisation de l'agriculture (Desmarais, 2007). C'est la raison pour laquelle de nombreuses organisations de petits producteurs se sont opposées à l'adhésion de l'IFAP et de ses organisations affiliées à La Via Campesina (Desmarais, 2007; Edelman, 2003). Via Campesina a en fait été créée comme « une alternative radicale et hautement nécessaire à l'IFAP » (Desmarais, 2007), pour mieux représenter les paysans, indigènes, petits agriculteurs familiaux et autres petits producteurs marginalisés.

14 Selon le Président de l'IFAP Graham Blight, au Comité des Producteurs Agricoles du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996, l'IFAP s'est exprimée « au nom de 83 organisations nationales de familles paysannes issues de 59 pays du monde, la moitié étant des pays en développement » (Blight, G./IFAP, 1996). Cependant, comme l'explique Desmarais, un certain nombre d'organisations d'agriculteurs de pays développés ou en développement n'adhèrent pas à l'IFAP pour toutes sortes de raisons, l'une d'elles étant que les coûts d'adhésion sont très élevés. En réalité, l'IFAP est essentiellement composée de « grandes entreprises et d'une élite » (Edelman 2003: 213), et la majorité de ses organisations sont issues de nations développées, en dépit des efforts fournis par l'IFAP pour « recruter » plus d'organisations-membres dans les pays en développement.



L'adoption par La Via Campesina d'une « identité paysanne » qu'elle assume fièrement est assez remarquable dans le contexte actuel. Parmi les nombreux termes utilisés pour décrire les producteurs familiaux et de petite taille (par exemple, petits cultivateurs, paysans traditionnels, jardiniers de subsistance, petits producteurs), le terme « paysan » est empreint de valeurs négatives et de discrimination dans de nombreux pays et dans beaucoup de langues. Dans « l'imagination populaire..., les « paysans » représentent un état d'arriération » (Edelman, 2003). Pourquoi La Via Campesina a-t-elle donc choisi de s'appeler « le mouvement paysan international »? Comme l'explique Nettie Webbie, une agricultrice canadienne membre de La Via Campesina, « Si l'on regarde de près ce que « paysan » veut dire, cela signifie « les gens de la terre »... c'est la terre et notre relation à la terre et à la production alimentaire qui nous distingue... Nous ne faisons pas partie de la machine industrielle. Nous sommes étroitement liés aux lieux où nous cultivons et à la manière dont nous produisons de la nourriture » (cité dans Edelman, 2003). La Via Campesina et nombre d'activistes ruraux contemporains tentent de « se ré-approprier le terme « paysan » en lui insufflant un contenu neuf et positif » (Edelman, 2003). Bernstein le reconnaît lorsqu'il parle « d'une nouvelle mode qui rassemble les agriculteurs (« familiaux ») aussi bien du Sud que du Nord sous des termes communs comme « gens de la terre » ou carrément « paysans ». Ceci reflète clairement un positionnement politique critique à l'égard de l'agriculture capitaliste (et de l'agro-business) » (Bernstein, 2007).

En effet, toutes les certitudes marxistes et néo-libérales sur « la fin de la paysannerie », « l'inévitabilité du progrès » et de la « modernité » sont remises en cause aujourd'hui¹⁵. L'expérience des réseaux d'agriculteurs *Campesino a Campesino* au Mexique et en Amérique centrale est pertinente à cet égard:

« Contrairement aux idées reçues, les campesinos d'aujourd'hui ne sont ni

15 Comme le souligne Walden Bello, les idéologies marxistes et capitalistes partagent une vision similaire sur l'avenir des paysans dans la société moderne industrielle: « Les deux idéologies dominantes de notre époque réduisent la paysannerie à peu de choses. Dans le socialisme classique, les paysans étaient perçus comme des reliques d'un mode de production obsolète, et destinés à être reconvertis au sein d'une classe ouvrière rurale travaillant sur des fermes collectives gérées par l'Etat. Selon les divers courants de l'idéologie capitaliste, les performances agricoles passaient obligatoirement par une baisse radicale du nombre de paysans et par la substitution de la main d'oeuvre par des machines. Aucune de ces deux visions n'accordait de futur aux paysans » (Bello, 2007).

statiques sur le plan de la culture, ni passifs sur le plan politique. Ils ne sont pas non plus en voie de disparition en tant que classe sociale. Les familles campesino de Mésoamérique et des Caraïbes (et d'ailleurs dans le monde) s'adaptent sans cesse aux forces globales, régionales, et locales... C'est l'histoire d'une résistance inlassable à des décennies d'un « développement » qui visait à éliminer les paysans des campagnes et, plus récemment, à des politiques économiques néo-libérales qui s'intéressent en priorité aux profits des grandes entreprises et non à l'environnement, à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence ruraux.

[C'est] une lutte pour la résistance culturelle car la culture campesino a enduré les versions socialistes et capitalistes du progrès... Aujourd'hui encore, les campesinos de l'isthme mésoaméricain résistent aux effets économiques dévastateurs de la mondialisation depuis leurs communautés d'origine et depuis les champs, les usines et le secteur tertiaire des Etats-Unis à qui ils procurent une armée inépuisable de main-d'œuvre bon marché et jetable » (Holt-Gimenez, 2006).

Confrontée à un modèle de développement disposé à faire disparaître les agriculteurs de subsistance, les pasteurs nomades et tout autre petit producteur de nourriture, La Via Campesina s'efforce de redéfinir ce que signifie être « paysan ». Un processus de *re-paysannisation* prend forme peu à peu, à mesure que des organisations nationales et régionales de plus en plus nombreuses adhèrent fièrement au terme « paysan » pour se décrire eux-mêmes, projetant ainsi une identité et une modernité alternatives, riche de sens et d'espoir pour le futur. Comme l'écrit Annette Aurélie Desmarais dans son excellente étude de La Via Campesina:

« Il s'agit d'une identité politisée. Elle reflète des personnes qui partagent un engagement profond envers un lieu, qui sont profondément attachées à un bout de terre particulier, qui font toutes parties d'une communauté rurale particulière, dont le mode de vie se trouve menacé. Cette identité ancrée à la terre, celle de « gens du terroir », traduit leur conviction qu'elles ont le droit d'occuper cette terre. Elles ont le droit et l'obligation de produire des vivres. Elles ont le droit d'être perçues comme remplissant un rôle important dans l'ensemble de la société. Elles ont le droit de vivre dans des communautés viables et l'obligation de construire



une communauté. Tous ces facteurs constituent des éléments essentiels de leur identité distincte en tant que paysans ; dans la mondialisation politisée d'aujourd'hui, l'expression d'une identité à travers les frontières et basée sur un lieu et une tradition est un acte profondément politique. » (Desmarais, 2007).



Depuis sa création en 1993, La Via Campesina a organisé quatre conférences internationales¹⁶ pour rassembler ses organisations membres, dialoguer et définir des positions, des stratégies et des actions communes. Parmi ces actions figure, en priorité, la participation de La Via Campesina à plusieurs rencontres et sommets internationaux, comme le Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996 ainsi que celui de 2002, cinq années plus tard (les deux ont eu lieu à Rome, en Italie, à l'initiative de la FAO); le Forum Mondial sur la Recherche Agronomique en 2000 (organisé par la FAO à Dresden); et le Forum Social Mondial de 2001 qui s'est tenu à Porto Alegre, au Brésil. Lors de chacune de ces conférences, des représentants de La Via Campesina ont exprimé leurs opinions et formulé des recommandations sur les enjeux du commerce agricole, sur les méthodes de production agricoles, les ressources génétiques, la réforme agraire, le droit à l'alimentation et d'autres sujets encore. Leurs déclarations permettent de retracer la manière dont ils ont élaboré et développé le concept de souveraineté alimentaire.

Cependant, pour définir le concept de manière plus structurée et

¹⁶ Première rencontre: 1993 à Mons, Belgique; 2ième rencontre: 1996 à Tlaxcala, Mexique; 3ième rencontre: 2000 à Bangalore, Inde; et 4ième rencontre: 2004 à Itaici, Brésil (voir Desmarais, 2007).

plus démocratique, La Via Campesina a organisé deux conférences internationales majeures sur la souveraineté alimentaire. La première était un rassemblement de 400 délégués issus d'organisations d'agriculteurs familiaux, de paysans, de peuples indigènes, de paysans sans terre et de pêcheurs artisanaux, ainsi que d'organisations de la société civile, d'universitaires et de chercheurs venus de 60 pays différents. Ils se sont réunis à La Havane, à Cuba, en 2001, pour le Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire (APM – Mondial 2001). Le deuxième événement était une rencontre de plus grande envergure encore: 600 représentants d'organisations du même type, mais comprenant cette fois aussi des ouvriers ruraux, des travailleurs migrants, des pasteurs, des communautés forestières, des organisations de jeunes, des consommateurs, des mouvements environnementaux et urbains de plus de 80 pays. Cette rencontre s'est tenue à Sélingué, au Mali, en 2007: le Forum Nyéléni sur la Souveraineté Alimentaire. La grande diversité d'agriculteurs et autres citoyens présents lors de ces débats a façonné de manière décisive le concept de souveraineté alimentaire au cours de la dernière décennie.



3.2. La souveraineté alimentaire : un paradigme alternatif pour l'alimentation et l'agriculture

Le concept de souveraineté alimentaire avait déjà été soumis à débat depuis plusieurs années lorsqu'il a été exposé à la conférence internationale de La Via Campesina à Tlaxcala, au Mexique, en avril 1996. Lors de cette conférence, les délégués ont exprimé leur souhait d'être correctement représentés aux sommets internationaux, comme le Sommet Mondial de l'Alimentation. Ils ont aussi manifesté le besoin d'inciter les ONG et les organisations de la société civile à débattre d'alternatives aux propositions néo-libérales pour atteindre l'objectif de la sécurité alimentaire (voir Encadré 3.5).

Selon les termes de La Via Campesina, la souveraineté alimentaire désigne « *le droit de chaque pays de maintenir et développer sa propre capacité à produire son alimentation, facteur essentiel de la sécurité alimentaire au niveau national et communautaire, tout en respectant la diversité culturelle et agricole* » (www.viacampesina.org). Cette définition insiste sur le droit des petits paysans à produire de la nourriture, un droit menacé dans bien des pays par les règles nationales et internationales du commerce agricole.

A l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996, La Via Campesina a présenté un ensemble cohérent de principes offrant une alternative aux politiques du commerce international et à même d'assurer le droit humain à l'alimentation. Leur déclaration, *Souveraineté alimentaire: un Futur sans faim* (1996) postule que « la souveraineté alimentaire est une condition préalable d'une véritable sécurité alimentaire ». Les sept principes de La Via Campesina pour faire de la souveraineté alimentaire une réalité sont présentés dans l'encadré 3.2. Ces principes ont servi de fondement à d'autres déclarations et documents de La Via Campesina et d'autres organisations les ont repris et étoffé depuis 1996 (voir encadré 3.3).



www.viacampesina.org

Encadré 3.2. Souveraineté alimentaire: un monde sans faim

Lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996, La Via Campesina a présenté un ensemble cohérent de sept principes qui définissent un paradigme alternatif pour l'alimentation, l'agriculture et le bien-être humain.

1. Se nourrir, un droit de l'homme fondamental

Se nourrir est un droit de l'homme fondamental. Chacun doit avoir accès à une nourriture saine, nourrissante, culturellement appropriée, en quantité et qualité suffisante pour vivre en bonne santé, dans la dignité humaine. Chaque Etat devrait déclarer l'accès à l'alimentation comme un droit constitutionnel et garantir le développement du secteur primaire de production afin d'assurer la réalisation concrète de ce droit fondamental.

2. La réforme agraire

Une véritable réforme agraire est nécessaire pour donner aux agriculteurs sans terre – en particulier aux femmes – la propriété et le contrôle de la terre qu'elles travaillent, et pour rendre leurs territoires aux peuples indigènes. Le droit à la terre doit être exempt de toute discrimination basée sur le sexe, la religion, la race, la classe sociale ou l'idéologie. La terre appartient à ceux qui la travaillent. Les familles paysannes, en particulier les femmes, doivent avoir accès à des terres productives, au crédit, à la technologie, aux marchés et aux services techniques agricoles. Les gouvernements doivent mettre en place et soutenir des systèmes de crédit rural décentralisé qui donnent la priorité à la production locale et intérieure pour assurer la souveraineté alimentaire. La capacité de production doit être privilégiée, plutôt que la propriété de terres, comme garantie pour l'obtention d'un crédit. Pour encourager les jeunes à demeurer dans les communautés rurales en tant que citoyens productifs, le travail de production alimentaire et d'entretien de la terre doit être suffisamment valorisé, d'un point de vue économique et social. Les gouvernements doivent investir des fonds publics à long terme pour développer une infrastructure rurale appropriée sur le plan social et écologique.



3. Protéger les ressources naturelles

La souveraineté alimentaire suppose de prendre soin des ressources naturelles et de les utiliser de manière durable, en particulier la terre, l'eau, les semences et les races de bétail. Ceux qui travaillent la terre doivent jouir du droit de pratiquer une gestion durable des ressources naturelles et de préserver la biodiversité. Pour cela, il leur faut une base économique saine, c'est-à-dire la sécurité de l'accès à la terre, des sols en bon santé, et une utilisation réduite des produits phytosanitaires. La durabilité à long terme exige de s'éloigner d'une dépendance vis-à-vis des intrants chimiques, des monocultures d'exportation, et des modèles de production intensifs et industrialisés. Il faut des systèmes naturels équilibrés et diversifiés. Les ressources génétiques sont le résultat de milliers d'années d'évolution et appartiennent à toute l'humanité. Elles sont le fruit du travail soigneux et du savoir de nombreuses générations de peuples ruraux et indigènes. La brevetabilité et la commercialisation des ressources génétiques par des firmes privées doivent être interdites. L'accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle est donc inacceptable. Les communautés paysannes ont le droit d'utiliser librement et de protéger les ressources génétiques dans leur diversité, notamment les semences et les races animales qu'elles ont développées au fil des siècles.

4. Réorganiser le commerce alimentaire

La nourriture est d'abord et avant tout une source de nutrition et seulement en second lieu un objet de commerce. Les politiques agricoles nationales doivent donner la priorité à la production intérieure et à l'autosuffisance alimentaire. Les importations alimentaires ne doivent ni se substituer à la production locale ni faire baisser les prix. En d'autres termes, le dumping et les subventions à l'exportation doivent cesser. Les paysans ont le droit de produire les denrées alimentaires de base essentielles pour leur pays et de contrôler la commercialisation de leurs produits. Les prix des denrées alimentaires sur les marchés intérieurs et internationaux doivent être régulés pour refléter leurs coûts réels de production, afin d'assurer aux familles paysannes un revenu suffisant. Il est inacceptable que le commerce alimentaire continue d'être fondé sur l'exploitation économique des plus vulnérables – les producteurs qui gagnent le moins – et la dégradation continue de l'environnement.

Il est également inacceptable que les décisions concernant le commerce et la production soient de plus en plus souvent dictées par le besoin de devises pour rembourser la dette. Cette dette pèse de manière disproportionnée sur les populations rurales et doit donc être annulée.

5. Mettre un terme à la globalisation de la faim

Les institutions multilatérales et la spéculation financière font obstacle à la souveraineté alimentaire. Le contrôle croissant exercé par les entreprises multinationales sur les politiques agricoles a été facilité par des organisations multilatérales comme l'OMC, la Banque Mondiale, et le FMI. Des mesures pour une régulation et une taxation des capitaux spéculatifs doivent donc être mises en place, ainsi qu'un code de conduite strict pour les entreprises multinationales.

6. La paix sociale

Chacun a le droit de ne subir aucune forme de violence. L'alimentation ne doit pas être utilisée comme une arme. Le degré croissant de pauvreté et de marginalisation dans le monde rural, ainsi que l'oppression croissante des minorités ethniques et des populations indigènes aggravent l'injustice et le désespoir. Le déplacement, l'urbanisation forcée, la répression des paysans et la discrimination raciale croissante dans les campagnes sont intolérables.

7. Pour un contrôle démocratique

Les paysans et petits producteurs doivent pouvoir intervenir directement dans la formulation des politiques agricoles à tous les niveaux. L'ONU et les organisations associées doivent se démocratiser pour que cela devienne possible. Chacun a le droit à une information juste et honnête et à un processus décisionnel libre et démocratique. Ces droits sont au fondement de la bonne gouvernance, du principe de responsabilité et d'une participation égalitaire à la vie économique, politique, et sociale, sans aucune forme de discrimination. Les femmes rurales en particulier doivent pouvoir participer directement et activement aux prises de décision concernant les questions alimentaires et rurales.

Source: La Via Campesina, 1996; www.viacampesina.org



La souveraineté alimentaire implique donc le droit des individus, des peuples, des communautés ou des pays :

- de définir leurs propres modes de gestion de l'agriculture, de la main d'œuvre, de la pêche, de l'alimentation, de la terre et de l'eau, afin qu'ils soient en phase avec leur contexte, sur le plan écologique, social, économique et culturel;
- de se nourrir et de produire de la nourriture; ceci signifie que tous les peuples ont droit à une alimentation saine, nutritive et culturellement appropriée, à des ressources permettant de produire de la nourriture, et à la capacité de subvenir à leurs besoins et de faire vivre leurs sociétés;
- de protéger et réguler la production intérieure et le commerce et d'empêcher le dumping alimentaire et l'arrivée d'une aide alimentaire inutile sur les marchés intérieurs;
- de choisir eux-mêmes leur degré d'auto-suffisance alimentaire;
- de gérer, d'exploiter et d'exercer le contrôle sur les ressources naturelles nécessaires à la survie: l'eau, la terre, les semences, les races animales et la biodiversité agricole dans son ensemble, sans contraintes liées aux droits de propriété intellectuelle, et sans OGM;
- de produire ou d'obtenir des aliments de manière durable sur le plan écologique, principalement à travers une production à faibles niveaux d'intrants et une pêche artisanale.

Derrière le développement du modèle politique de la souveraineté alimentaire se profile un réseau mondial de mouvements sociaux, de peuples indigènes et d'organisations de la société civile, et un certain nombre de conférences, sommets et communiqués qui ont abouti à des déclarations importantes sur la souveraineté alimentaire (Encadré 3.3). Une solidarité, – et une vision partagée des orientations à prendre – émerge naturellement de conversations où l'on appréhende mutuellement des problèmes et des luttes communes. Comme l'observe Carlsen lors d'un forum international de la Via Campesina qui a eu lieu à Mexico en 2006:

« Pour la plupart des paysans du Mexique, l'Asie est toujours apparue, littéralement et figurativement, comme un monde à part. Mais lorsque Uthai Sa Artchop, de Thaïlande, a décrit la manière dont les entreprises multinationales cherchaient à s'octroyer des brevets et un contrôle sur leurs

variétés de riz, les paysans mexicains ont réalisé que le riz Thai était l'équivalent de leur maïs.

Quand l'agriculteur indonésien Tejo Pramono a expliqué que ce sont les revenus de leurs fils et de leurs filles travaillant à Hong Kong et au Moyen-Orient qui subventionnent un monde rural en déclin, les agriculteurs mexicains ont pensé à leurs propres familles contraintes de migrer vers les Etats-Unis. Des deux côtés, on opinait en connaissance de cause à la description de la perte de marchés due aux importations, la chute des revenus des producteurs en raison de la concurrence déloyale, et la baisse des aides gouvernementales aux producteurs, excepté aux gros exportateurs. A la crise de la tortilla survenue en janvier au Mexique faisait écho celle de l'huile de palme du mois de mai en Indonésie, quand le prix de ces deux denrées de base s'est envolé à cause de la demande en agro-carburants et du contrôle des marchés par les entreprises multinationales » (Carlsen, 2007).

Soberania Alimentaria



5 minutes



Aussi accessible sur YouTube

Encadré 3.3. L'émergence du paradigme de la souveraineté alimentaire: documents et déclarations fondatrices

1996

La souveraineté alimentaire: Un monde sans faim. Déclaration de 1996 de La Via Campesina au Forum des ONG du Sommet Mondial de l'Alimentation

2001

Notre monde n'est pas une marchandise. L'OMC hors de l'alimentation et l'agriculture. Réseau Notre monde n'est pas une marchandise.

Déclaration finale du Forum Mondial sur la Souveraineté alimentaire. La Havane, Cuba.

Priorité à la Souveraineté alimentaire des Peuples. La Via Campesina.

Sale of the Century? People's Food Sovereignty. Part 1 – The Implications of Trade Negotiations. Friends of the Earth International.

Sale of the Century? People's Food Sovereignty. Part 2 – A New Multilateral Framework for Food and Agriculture. Friends of the Earth International.

Food Sovereignty in the Era of Trade Liberalisation: Are Multilateral Means Feasible? Steve Suppan, Institute for Agriculture and Trade Policy.

2002

La souveraineté alimentaire: Un droit pour tous. Déclaration du Forum des ONG/OSC pour la Souveraineté alimentaire. Rome, Italie.

Déclaration sur la Souveraineté alimentaire des peuples: Notre monde n'est pas une marchandise. Cancun, Mexique.

2003

Qu'est-ce que la souveraineté alimentaire? La Via Campesina.

Towards Food Sovereignty: Constructing an Alternative to the WTO's AoA. International Workshop on the Review of the AoA, Genève, Suisse.

Trade and People's Food Sovereignty. Friends of the Earth International.

How TRIPS threatens Biodiversity and Food Sovereignty. Hyderabad, Inde.

Déclaration sur la Souveraineté alimentaire des peuples: Notre monde n'est pas une marchandise. Cancun, Mexique.

2005

Food Sovereignty: Towards Democracy in Localised Food Systems. Michael Windfuhr et Jennie Jonsen, FoodFirst Information and Action Network (FIAN), FIAN International.

2006

Agrarian Reform and Food Sovereignty: Alternative Model for the Rural World. Peter Rosset, Univ. California at Berkeley/Global Alternatives.

2007

Déclaration du Forum Nyéléni pour la Souveraineté Alimentaire, Sélingué, Mali.

Source: Adapté de Windfuhr and Jonson, 2005; www.nyeleni2007.org

www.nyeleni2007.org



Le concept, mais aussi le combat mené pour qu'il se matérialise, rassemble paysans, peuples indigènes, pasteurs et tous types de groupes ruraux, issus aussi bien du Nord que du Sud. De nouveaux enjeux et de nouveaux défis émergent constamment lors des débats.

Ainsi, les mouvements sociaux et les représentants des petits producteurs¹⁷ ont récemment organisé un forum mondial pour la souveraineté alimentaire au Mali. Au Forum de Nyéléni sur la Souveraineté Alimentaire (Encadré 3.4), les participants ont affiné les dimensions politiques, économiques, sociales et écologiques de ce modèle politique alternatif pour l'alimentation et l'agriculture. Ils ont aussi cherché à renforcer le pouvoir politique de ceux qui défendent la souveraineté alimentaire de plusieurs façons: (1) en ouvrant le débat non plus seulement aux groupes de producteurs mais aussi aux groupes de consommateurs et aux syndicats ouvriers; (2) en apportant une dynamique et un soutien aux gouvernements favorables à la souveraineté alimentaire; et (3) en développant une stratégie collective globale pour s'assurer que le droit des peuples à la souveraineté alimentaire soit véritablement reconnu, et que sa protection engage les États sur le plan juridique et soit garantie par les Nations Unies (www.nyeleni2007.org).



17 Les organisateurs du Forum de Nyéléni sur la Souveraineté Alimentaire de 2007 étaient: La Via Campesina (voir <http://viacampesina.org>); ROPPPA: Le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest, voir www.roppa.indo et www.cnop-mali.org; La Marche Mondiale des Femmes, voir www.worldmarchofwomen.org/; Les Amis de la Terre International (Friends of the Earth International), voir www.foe.co.uk; le Forum Mondial des Pêcheurs et Ouvriers de la pêche (World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers – WFFP), voir <http://wffpfisheries.org/>; IPC – Comité de planification international d'ONG et de la société civile pour la souveraineté alimentaire, voir www.foodsovereignty.org.

Encadré 3.4. Nyéléni: la gestation d'un modèle pour la souveraineté alimentaire

Nyéleni était une paysanne malienne légendaire qui travaillait dur et nourrissait correctement les siens; elle incarne la souveraineté alimentaire par son labeur, son esprit d'innovation et l'attention qu'elle portait au bien-être de son peuple. Nommé en son hommage, le Forum Nyéléni a rassemblé quelque 600 représentants d'organisations de paysans ou d'agriculteurs familiaux, d'artisans-pêcheurs, de peuples indigènes, de peuples sans terre, de travailleurs agricoles, de migrants, de pasteurs, de communautés forestières, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements environnementaux et urbains. L'évènement s'est tenu à Sélingué au Mali, du 23 au 27 février 2007, et a attiré des participants de plus de 80 pays.

Les participants de Nyéléni ont approfondi leur compréhension et leur vision collective de la souveraineté alimentaire qui, selon leur déclaration finale:

1. Insiste sur l'alimentation: elle place au cœur des politiques alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage, l'approvisionnement d'une nourriture suffisante, saine, de qualité et respectueuse de la culture pour tous les individus et les peuples, y compris ceux qui ont faim, sont sous occupation ou dans des zones de conflit. Elle rejette l'idée selon laquelle la nourriture ne serait qu'une denrée de plus ou une composante du commerce agricole international.
2. Reconnaît la primauté de ceux qui produisent la nourriture: elle accorde de la valeur et soutient les contributions des femmes et des hommes, des paysans et de petits agriculteurs familiaux, des pasteurs, des artisans-pêcheurs, des habitants des forêts, des peuples indigènes et des ouvriers agricoles et marins, y compris les migrants, aux activités de production, de culture et de collecte de nourriture. Elle rejette les politiques, actions et programmes qui sous-estiment les petits producteurs, menacent leurs modes et moyens d'existence et les font disparaître.
3. Passe par une re-localisation des systèmes alimentaires: elle



rapproche ceux qui produisent la nourriture de ceux qui la consomment; elle place producteurs et consommateurs au cœur de la prise de décision sur les questions, les programmes et les politiques alimentaires; elle protège les producteurs alimentaires du dumping de denrées bon marché et de l'aide alimentaire qui déstructure les marchés locaux; elle protège les consommateurs soumis aux aliments de mauvaise qualité, à une aide alimentaire inappropriée et à toute nourriture contaminée par des OGM ou d'autres composants potentiellement dangereux pour la santé. Elle résiste aux structures de gouvernance, aux accords et aux pratiques qui entretiennent un commerce international non-durable et inéquitable et donnent du pouvoir à des entreprises lointaines et irresponsables.

4. Place le contrôle à l'échelle locale: elle accorde aux producteurs alimentaires le contrôle sur les territoires, la terre, l'eau, les semences, le bétail et les ressources halieutiques afin qu'ils les utilisent et les partagent dans le respect de la durabilité sociale et environnementale et qu'ils préservent la biodiversité. Elle rejette la privatisation des ressources naturelles par des moyens juridiques, de contrats commerciaux ou des droits de propriété intellectuelle.
5. Développe le savoir et les savoir-faire: elle consolide les savoirs-faire et les connaissances locales des producteurs alimentaires qui préservent, développent et gèrent les systèmes locaux de production alimentaire; elle développe des systèmes de recherche appropriés qui valorisent ces savoirs et contribuent à les transmettre aux générations futures. Elle rejette les technologies qui sapent, menacent ou contaminent les systèmes locaux de production, comme le génie génétique.
6. Travaille main dans la main avec la nature: elle fait usage des contributions de la nature aux méthodes de production, de collecte et de pêche diversifiées, à faible niveau d'intrants, qui maximisent les apports des écosystèmes et augmentent la résilience et l'adaptation, notamment face au changement climatique; elle tente de guérir la planète afin que la terre puisse nous guérir. Elle rejette les méthodes qui détruisent les fonctions bénéfiques des écosystèmes, qui reposent sur des monocultures intensives en énergie, des usines à bétail ou des pratiques de pêche destructrices et autres méthodes de production industrielles qui dégradent l'environnement et contribuent au réchauffement climatique (voir www.nyeleni2007.org).

La souveraineté alimentaire représente, pour ses partisans, une approche porteuse de solutions pratiques pour les agriculteurs et autres citoyens du Nord comme du Sud. Cependant, quel que soit le contexte, la reconnaissance des systèmes alimentaires endogènes riches en diversité bio-culturelle exige des changements radicaux dans quatre domaines interdépendants: écologique, politique, social et économique. La souveraineté alimentaire n'est pas, ni ne peut être, une approche fragmentée. Elle implique un changement d'orientation fondamental par rapport au paradigme industriel et néo-libéral pour l'alimentation et l'agriculture (Tableau 3.1).



Tableau 3.1. Le modèle dominant comparé au modèle de souveraineté alimentaire

Enjeu	Modèle dominant	Modèle de la souveraineté alimentaire
Commerce	Libre échange de tous produits	Agriculture et alimentation tenues à l'écart des accords commerciaux
Priorité de production	Produits agricoles d'exportation	Alimentation pour les marchés locaux
Prix des récoltes	« Dicté par le marché » (libre cours aux mécanismes qui abaissent les prix)	Prix équitables couvrant les coûts de production et permettant aux agriculteurs et ouvriers agricoles de vivre dignement
Accès aux marchés	Accès aux marchés étrangers	Accès aux marchés locaux; les agriculteurs cessent d'être exclus des marchés locaux par les entreprises agroalimentaires
Subventions	De nombreuses subventions interdites dans le Tiers-Monde sont tolérées aux USA et en Europe – mais elles ne sont versées qu'aux gros agriculteurs	Les subventions qui ne créent pas de dommages dans d'autres pays (via le dumping) sont tolérées; on accorde par exemple des subventions aux exploitants familiaux pour la vente en direct, le soutien aux prix ou revenus, la préservation des sols, la conversion à l'agriculture durable, la recherche, etc...
Alimentation	Essentiellement perçue comme une denrée commerciale; en pratique, alimentation transformée et contaminée, contenant des taux élevés de graisse, de sucre, de sirop de maïs riche en fructose et de résidus toxiques	Un droit humain: plus spécifiquement, la nourriture doit être saine, nutritive, accessible en prix, appropriée sur le plan culturel et dans la mesure du possible, produite localement
Capacité de production	Une option réservée aux acteurs les plus performants sur le plan économique	Un droit des populations rurales
Faim	Attribuée à une productivité trop faible	Un problème d'accès et de distribution; causée par la pauvreté et l'inégalité
Sécurité alimentaire	Obtenue grâce à l'importation de nourriture au meilleur marché possible	Maximisée lorsque ceux qui connaissent la faim exercent un contrôle sur la production alimentaire, ou lorsque la nourriture est produite localement
Contrôle sur les ressources productives (terre, eau, forêts)	Privatisé	Local; sous le contrôle des communautés
Accès à la terre	Par le biais du marché	Pas de véritables réformes agraires; sans accès à la terre, les autres paramètres n'ont aucun sens
Semences	Commodité brevetable	Patrimoine commun de l'humanité; préservé par les communautés rurales et leurs cultures; « pas de brevet sur le vivant »
Crédit et investissement rural	Octroyé par des banques et entreprises	Mis à disposition par le secteur public; conçu pour soutenir l'agriculture familiale
Dumping	N'est pas considéré comme un problème	Doit être interdit
Monopole	N'est pas considéré comme un problème	Perçu comme la cause de nombreux problèmes; les monopoles doivent être démantelés
Surproduction	N'existe pas, par définition	Abaisse les prix et appauvrit les agriculteurs; nécessité d'instaurer des règles de gestion de l'offre pour les USA et l'UE
Organismes génétiquement modifiés (OGM)	La tendance de l'avenir	Nuisibles pour la santé et l'environnement; technologie inutile
Technologie agricole	Industrielle, fondée sur la monoculture, intensive en intrants chimiques; utilisation d'OGM	Agro-écologique, fondée sur les méthodes d'agriculture durable, sans OGM
Agriculteurs	Anachroniques; l'inefficacité doit disparaître	Sont les gardiens de la culture et des ressources génétiques des plantes cultivées; préservent les ressources productives; sont dépositaires du savoir; font fonctionner les marchés intérieurs et sont les piliers d'un développement économique à la base fondé sur l'inclusion
Consommateurs urbains	Travailleurs que l'on doit payer le moins possible	Doivent percevoir des salaires décents
Un autre monde (alternatives)	Ni possible, ni souhaitable	Possible et amplement démontré

Source: Rosset, 2003

Les participants au Forum de Nyéléni ont particulièrement insisté sur la nécessité d'une telle approche holistique, en réponse aux multiples tentatives de cooptation du terme « souveraineté alimentaire » réduit à l'idée d'auto-suffisance et à des perspectives isolationnistes qui refusent les échanges et la complémentarité entre régions. On voit aussi des acteurs choisir quelques éléments du modèle de la souveraineté alimentaire « à la carte », tout en ignorant les autres, renforçant de la sorte les approches réductionnistes qui finissent par nuire au changement positif. On retrouve cette tendance dans les paroles de ceux qui cherchent, délibérément ou par manque de connaissance, à assimiler la « souveraineté alimentaire » à la « sécurité alimentaire » (Encadré 3.5) et dans des déclarations gouvernementales récentes sur la nécessité d'œuvrer pour la « souveraineté alimentaire » (Encadré 3.6).



Encadré 3.5. Souveraineté alimentaire contre sécurité alimentaire

« Si les habitants d'un pays doivent s'en remettre, pour leur prochain repas, aux vicissitudes de l'économie mondiale, au bon-vouloir d'une grande puissance de ne pas user de la nourriture comme une arme, ou à l'imprévisibilité et aux coûts élevés du transport maritime de marchandises sur de longues distances, alors ce pays n'accède ni à la sécurité de la nation, ni à la sécurité alimentaire. » (Rosset, 2003).

Si le concept de souveraineté alimentaire s'est développé, c'est en partie en réponse à l'utilisation de plus en plus souvent abusive du terme « sécurité alimentaire ». La définition la plus courante de la sécurité alimentaire, adoptée lors de sommets alimentaires et autres conférences de haut niveau, se réfère à une quantité suffisante de nourriture saine chaque jour, pour chaque être humain. Mais elle ne dit rien sur la provenance de cette nourriture, ni sur qui l'a produite et dans quelles conditions de culture. Ceci permet aux agro-exportateurs de soutenir que la meilleure façon pour les pays pauvres d'assurer leur sécurité alimentaire est d'importer des denrées alimentaires bon marché ou de bénéficier d'une « aide alimentaire » gratuite, au lieu de tenter de produire eux-mêmes de quoi manger. Il s'ensuit une dépendance de ces pays vis-à-vis du marché international, l'abandon des terres par les paysans, pasteurs, pêcheurs et peuples indigènes ne pouvant s'aligner sur les importations subventionnées, un afflux migratoire vers les villes, avec au final, un bilan de sécurité alimentaire encore plus critique. La souveraineté alimentaire propose, pour sa part, des principes de bon sens tels que l'autonomie des communautés, l'intégrité culturelle et la gestion raisonnée de l'environnement – c'est-à-dire que les gens déterminent par eux-mêmes quelles semences planter, quels animaux élever, quel type d'agriculture pratiquer, vers quels échanges économiques se tourner, et enfin, quel sera le menu du repas du soir. En fait, certains n'hésitent pas à affirmer que la souveraineté alimentaire est une pré-condition essentielle d'une véritable sécurité alimentaire. Source: Peck, 2005; Editorial de GRAIN, avril 2005; La Via Campesina, 1996.



Comme tout autre modèle politique, la souveraineté alimentaire passe par un programme d'actions déterminé, défini par des acteurs sociaux pour aborder des enjeux particuliers et cheminer vers des objectifs précis. À cet égard, les politiques pour la souveraineté alimentaire visent trois catégories d'objectifs:

1. **L'équité:** garantir les droits des peuples et des communautés, y compris leur droit fondamental en tant qu'être humain d'accès à la nourriture; affirmer et célébrer la diversité culturelle; valoriser les bénéfices sociaux et économiques; et combattre les inégalités, notamment celles qui induisent la pauvreté, la discrimination sexuelle et l'exclusion.
1. **La durabilité:** privilégier des activités humaines et des modes d'utilisation des ressources compatibles avec la durabilité écologique.
2. **La démocratie directe:** donner du pouvoir à la société civile dans la prise de décision, et démocratiser les institutions gouvernementales, les structures et les marchés.

L'idéal serait de poursuivre l'ensemble de ces objectifs de manière intégrée et cohérente, en évitant toute approche qui fragmente et isole ces buts.

Jusqu'à présent, le mouvement pour la souveraineté alimentaire a tracé les grandes lignes de sa vision et de son discours politique¹⁸. Et plutôt que de présenter un menu imposé d'instruments politiques, il s'attache à identifier une palette de changements dans les programmes et les orientations des gouvernements nationaux et d'autres acteurs prêts à mettre en œuvre la souveraineté alimentaire au sein de leurs sociétés. Celles-ci sont énumérées plus loin et examinées plus en détail dans la troisième partie de cet ouvrage.

Des politiques nationales et une législation favorables

- Une réforme agraire équitable et une redistribution des terres libérées aux cultivateurs locaux dans le respect des droits de la personne étendus à l'environnement et au développement.
- Une réforme des droits de propriété afin de garantir des droits d'accès et d'usage aux ressources communautaires, aux forêts et à

¹⁸ Par discours politique, on entend un ensemble de normes, de règles, d'opinions, d'idées, de concepts et de valeurs qui gouvernent la pratique et le comportement, et permettent d'interpréter les réalités sociales et environnementales.

l'eau, dans le respect de l'égalité des sexes.

- La protection du savoir des agriculteurs et des pasteurs et de leurs droits de produire des semences et d'améliorer des variétés cultivées et des races animales, en interdisant par exemple les brevets et toute autre loi inappropriée en matière de droit de propriété intellectuelle (DPI).
- La ré-introduction de mesures de protection des économies intérieures afin de garantir des prix stables supérieurs aux coûts de production, comprenant les quotas et d'autres moyens de contrôle des importations lorsqu'il s'agit de denrées alimentaires ou de matières fibreuses pouvant être produites localement.
- Des politiques garantissant des prix équitables aux producteurs et aux consommateurs, et des mesures de sécurité pour les pauvres.
- La ré-orientation des subventions cachées et directes en direction des petits producteurs et acteurs du secteur alimentaire pour favoriser la reconversion vers des systèmes alimentaires diversifiés, écologiques, équitables et plus ancrés dans le local.
- L'augmentation des budgets et la réorientation des activités de recherche-développement du secteur public et des services techniques de l'agriculture et des sciences alimentaires, avec l'objectif d'augmenter la participation et le contrôle démocratique quant à la définition en amont des priorités stratégiques, la validation des technologies et la diffusion de l'innovation.
- L'implication de citoyens ordinaires dans l'élaboration des programmes, la définition des objets de recherche et la validation du savoir, comme élément d'un processus de démocratisation de la science, de la technologie et des choix politiques en matière d'alimentation, d'agriculture, d'environnement et de développement.



- Des mécanismes permettant la prise en compte, dans le calcul du prix des produits alimentaires et fibreux, des coûts liés à la dégradation de l'environnement, aux méthodes de production non viables et au commerce entre pays éloignés.
- Des labels clairs et précis pour l'alimentation humaine et animale, avec une législation contraignante obligeant les entreprises à faire preuve de transparence, de responsabilité et de respect en matière de droits de l'homme, de santé publique et de normes environnementales.

Un cadre multilatéral favorable et des politiques internationales appropriées

- Réorientation de la finalité des règles commerciales et de l'aide alimentaire afin que celles-ci contribuent à la construction des économies locales et du contrôle local, au lieu de promouvoir la concurrence internationale.
- Une gestion de l'offre permettant d'éviter que les subventions publiques n'entraînent la surproduction et le dumping, vecteurs essentiels de la baisse des prix en-deçà des coûts de production qui porte préjudice aux agriculteurs du Nord comme du Sud.
- Des accords internationaux sur les produits pour réguler l'afflux global de denrées sur les marchés mondiaux.
- La création de marchés communs agricoles régionaux regroupant des pays ayant des niveaux de productivité agricole similaires. Par exemple: Afrique du Nord et Moyen-Orient, Afrique de l'Ouest,



- Afrique centrale, Asie du Sud et Europe de l'Est.
- La protection de ces marchés communs régionaux face au dumping de produits alimentaires et fibreux à bas prix, par le biais de quotas et de droits de douanes visant à assurer des prix équitables et stables aux petits producteurs marginalisés, et aux travailleurs et petites entreprises du secteur alimentaire. Les prix du marché doivent permettre aux petits producteurs, artisans et travailleurs de ce secteur de gagner un revenu correct, mais aussi d'investir et de développer les actifs qui sont à la base de leurs moyens d'existence.
- Des limites à la concentration et au contrôle exercé sur le marché par les plus grandes entreprises agro-alimentaires par le biais de traités internationaux, de lois sur la concurrence, et par l'adoption de normes plus flexibles sur les procédés et les produits.
- Une collaboration internationale plus efficace pour faire appliquer les lois anti-trust et des mesures pour réduire la concentration du marché manifeste dans différents secteurs du système alimentaire mondial (semences, pesticides, transformation alimentaire et vente, par exemple).
- Une coopération pour faire appliquer la responsabilité juridique des entreprises et de leurs directeurs lorsqu'il y a atteinte au droit social ou environnemental ou que des accords internationaux sont bafoués.
- La modification des lois internationales sur l'investissement en vigueur, en récusant les règles s'appliquant aux investisseurs privés multinationaux. L'expansion des règles sur l'investissement étranger actuellement en vigueur doit être stoppée et les protocoles d'arbitrage réformés pour plus de transparence et d'équité. Des nouvelles règles déterminant la responsabilité des investisseurs étrangers en matière de développement durable et de protection du droit de l'environnement, du droit du travail et des droits de l'homme doivent être conçues et appliquées.
- Un mécanisme indépendant de règlement des différends au sein d'une Cour de Justice internationale.
- Une Convention internationale pour remplacer l'Accord sur l'Agriculture en vigueur et les clauses concernées des autres accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Au sein d'un cadre de politique internationale incorporant des règles sur la production agricole et le commerce alimentaire, cette Convention mettrait en application le concept de souveraineté alimentaire et le





droit humain fondamental de tous les peuples à une nourriture saine et équilibrée, à un emploi rural correct et à plein temps, au droit et à la protection du travail, et à un environnement naturel sain, riche et diversifié.

- Une coopération multilatérale afin de taxer les flux spéculatifs de capitaux internationaux (1600 mille millions de dollars par jour) et de réorienter les fonds pour renforcer les capitaux nécessaires aux moyens d'existence ruraux, répondre aux besoins humains et régénérer les écologies locales.

Encadré 3.6. La souveraineté alimentaire: réorientation radicale, ou pure rhétorique

Des gouvernements de pays en développement prennent conscience de la valeur du modèle politique de la souveraineté alimentaire et adoptent des mesures pour sa mise en application. Mais certains pays, comme la Bolivie et le Mali, en ont une interprétation plus radicale que d'autres. Ainsi, le gouvernement du Mali a lancé un processus de consultation auprès des paysans pour tracer les grandes lignes de sa nouvelle loi d'orientation agricole. Au terme d'une année de travail, cette loi consacre la souveraineté alimentaire comme atout prioritaire pour permettre au pays d'accéder à une meilleure qualité de vie en milieu rural et urbain. Les organisations paysannes maliennes et le gouvernement se penchent à présent sur les moyens de mise en œuvre du modèle de la souveraineté alimentaire à travers tout le pays (LOA, 2006).

D'autres pays de l'ECOWAS (Union Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) se réfèrent de plus en plus fréquemment à la souveraineté alimentaire dans leurs déclarations politiques, quoiqu'en des termes plus ambigus, qui n'abordent qu'une partie du cadre de la souveraineté alimentaire et avec un manque de cohérence globale. Les gouvernements de la plupart des pays en développement et développés utilisent le terme « souveraineté alimentaire » uniquement comme un outil rhétorique. Ainsi, l'ancien Président français Jacques Chirac a récemment co-opté les mots « souveraineté alimentaire » pour décrire et légitimer le renouvellement des politiques agricoles néo-libérales en France et en Europe. Il s'agissait d'un discours d'ouverture prononcé lors d'un grand forum sur l'agriculture au Sénégal, en février 2005 (www.ambafrance-sn.org/article.php3?id_article=477).

Il est évident qu'on ne peut détailler des politiques pour la souveraineté alimentaire qui soient adaptées à tous les peuples et à toutes les régions du monde. Toute politique doit prendre en compte l'histoire et la culture locale ainsi que les contextes sociaux et écologiques uniques dans lesquels s'inscrivent les systèmes alimentaires locaux. En ce sens, la participation démocratique et la prise de pouvoir par les citoyens peuvent être considérées comme des éléments essentiels du processus décisionnel (à savoir, qui définit une politique et comment) et de la mise en œuvre des politiques. Comme l'exprime Patel, le mouvement pour la souveraineté alimentaire préconise « *une re-politisation massive de la politique alimentaire, en appelant les gens à définir eux-mêmes ce que signifie dans leurs communautés le droit à l'alimentation, tout en gardant à l'esprit les besoins de la communauté, le climat, la géographie, les préférences alimentaires, la mixité sociale et l'histoire...* » (Patel, 2007). Cet aspect sera développé plus amplement dans les prochaines et dernières parties de ce livre.

La recherche de la souveraineté alimentaire s'inscrit ainsi dans une affirmation plus large du droit à l'auto-détermination et d'un modèle de développement endogène. Les nouveaux mouvements sociaux pour l'autonomie alimentaire dans le contexte d'un développement endogène sont en pleine essor au niveau mondial. En Amérique latine, et dans de nombreuses régions d'Afrique, d'Asie du Sud et du Sud-Est, des paysans, des pasteurs, des peuples indigènes et des migrants, hommes et femmes, s'organisent et créent des liens avec leurs homologues du Nord. Ils gagnent peu à peu le soutien d'universitaires, d'activistes, de consommateurs et de décideurs progressistes (Cohn *et al.*, 2006). Les mouvements les plus radicaux parmi eux ne visent pas « l'inclusion » dans les structures politiques actuelles et la culture dominante. Au contraire, elles cherchent à « *transformer l'ordre politique dans lequel ils opèrent* » (Alvarez *et al.*, 1998). Dans ce processus de transformation, les mouvements sociaux radicaux créent des identités alternatives, des nouvelles solidarités, des espaces sociaux alternatifs, et des cultures politiques alternatives (Eschle, 2001). Les mouvements sociaux critiques cherchent ainsi des nouveaux sens et de nouvelles manières d'être au monde. Ensemble, ils re-conceptualisent l'alimentation, l'agriculture et le « bien-être » selon une vision élargie fondée sur le pluralisme radical et la démocratie, la dignité personnelle, la convivialité, l'autonomie et la réciprocité, ainsi que d'autres principes affirmant le droit à l'auto-détermination (voir, par exemple, Encadré 3.7: *Vers un consensus des peuples*).





Encadré 3.7. Vers un consensus des peuples

Nous, plus de 100 personnes issues de 36 peuples venant de 14 pays sur trois continents, nous sommes réunis plusieurs journées à Mexico pour discuter et réfléchir ensemble à nos réalités et perspectives.

Nous ne pouvons parler au nom des communautés et peuples auxquels nous appartenons, et moins encore au nom de tous les peuples de notre continent. Nous croyons, cependant, que ce sont eux qui nous ont inspiré la toile d'idées et d'attitudes que nous avons tissée au fil de nos conversations, et que celle-ci en inspirera peut-être d'autres.

Nous subissons, comme beaucoup d'autres, les conséquences des politiques néo-libérales. Le capital a plus d'appétit que jamais, mais un estomac trop petit pour digérer tous ceux qu'il voudrait contrôler. Des millions de personnes sont en train de devenir inutiles, jetables. Les pouvoirs constitués, à travers le monde, alliés aux entreprises multinationales, appliquent aveuglément les politiques du non-sens du soi-disant Consensus de Washington, à un coût humain et environnemental insupportable.

Plus que de tous ces maux, que nous connaissons bien, nous avons parlé de qui nous sommes, et en quoi nous formons une riche mosaïque de tous les « nous » qui nous définissent. Nous avons évoqué les attitudes qui font de nous ce que nous sommes, des difficultés auxquelles nous sommes confrontés, de nos rêves et du sens de nos luttes.

Les « conclusions » auxquelles nous avons abouti ne sont qu'un moment de réflexion sur un chemin où nous nous sommes engagés il y a longtemps, et sur lequel nous poursuivons notre route. Ce chemin n'a été ni facile, ni direct. Nous avons été obligés de le suivre au beau milieu du conflit, de la confrontation qu'on nous impose. C'est un chemin de dignité et aussi de rébellion. Celui qui l'emprunte aujourd'hui doit le faire en luttant.

L'une des ces « conclusions » est qu'il semble y avoir, en gestation, et

à la base, un CONSENSUS DES PEUPLES. Ce consensus, s'il devait effectivement être atteint, pourrait articuler et relier leurs activités, dans le respect de la diversité et de l'autonomie de chaque communauté et de chaque peuple, chacun pouvant vivre ce consensus à sa manière. Nous espérons que d'autres, en particulier au sein des communautés, pourront enrichir ce que nous avons tissé jusqu'ici et qui comprend, parmi d'autres, les éléments suivants:

1. **Un pluralisme radical.** Nous voulons créer un monde capable d'accueillir plusieurs mondes. Que la dissolution des cultures et des peuples visant à les intégrer dans un modèle unique dicté par le vieux projet de domination de l'occident s'arrête. Nous voulons un monde où les différences culturelles soient appréciées et respectées, afin qu'elles co-existent dans l'harmonie, sur la base d'une attitude de pluralisme radical.
2. **La dignité personnelle.** Nous célébrons la dignité de chaque homme et femme, qui nourrit la dignité de son peuple et de sa culture. C'est sur ce socle que s'épanouira la richesse de leur diversité. Le prolongement de la dignité personnelle et culturelle défiera tous les systèmes politiques et économiques existants, et mettra au grand jour leur caractère oppressif, injuste et irrationnel.
3. **L'autonomie.** Dans la dignité, nous affirmons l'autonomie de fait de nos communautés et de nos peuples. Nous continuerons à lutter jusqu'à ce que nous obtenions sa reconnaissance légale. Depuis les lois des colonisateurs, la machine légale a toujours été au service des puissants et d'un mauvais gouvernement. Les cours sont des parodies de la justice. Sans abandonner nos systèmes de normes internes, nous continuons à revendiquer une place dans le processus juridique et politique; ensemble, ceux-ci forment la structure de la liberté. Nous allons conquérir l'autonomie sur le plan juridique.
4. **Un nouveau régime politique.** La reconnaissance constitutionnelle de l'existence, de l'autonomie et de l'auto-détermination des peuples qui constituent les strates les plus profondes de nos sociétés pourrait forger un nouveau régime politique qui s'éloigne de la structure de domination inhérente à l'état-nation, se nourrisse de la souveraineté

des peuples et la préserve, même dans le désordre mondialisant.

5. **Subordonner l'économie.** Nous voulons replacer la politique et l'éthique au cœur de la vie sociale, et en expulser l'obsession économique du système dominant qui ne sert qu'à concentrer les privilèges aux mains de quelques-uns. Au lieu de soumettre besoins et désirs à la fureur compétitive des grands pouvoirs économiques, d'alimenter leur voracité, nous mettrons l'opération économique au service des personnes, des communautés et des peuples.
6. **La démocratie radicale.** Vu le désenchantement actuel vis-à-vis de la démocratie dite formelle, où les partis politiques et les gouvernements ne parviennent pas à harmoniser les efforts collectifs selon un ordre juste, nous voulons recentrer nos efforts vers la démocratie communautaire, qui tisse un consensus à la base. La démocratie ne peut se faire que là où sont les gens. C'est chez nous que nous œuvrons à la reconstruction de la société, avec la participation de chacun, afin de générer un nouveau consensus social et politique.
7. **La convivialité.** Nous générons un mode de vie convivial dans nos communautés et dans nos quartiers. Nous ne le laisserons pas être dissolu par la société de consommation, où celui qui n'est pas prisonnier d'une dépendance vis-à-vis des produits et services qu'il a appris à consommer se trouve victime de l'envie de posséder ceux qui sont au-delà de ses moyens.
8. **Le sentiment communautaire:** Au-delà de l'individualisme ravageur qui continue d'affecter nos vies quotidiennes, nous cultivons un sentiment communautaire comme condition d'harmonie de notre vie commune, dans le respect de la liberté et des droits de chacun.
9. **Refaire le monde.** Changer le monde et toutes ses institutions oppressives est une mission délicate, voire impossible. Il est cependant viable de construire un monde nouveau qui soit réaliste sur le plan économique, juste sur le plan social et sensible

à l'écologie. Ceux d'entre nous qui ne se sont pas laissés restreindre par des forces et des structures qui apparaissent comme invincibles et toutes-puissantes le font déjà.

10. **L'autonomie dans l'échange.** Nous nous opposons au choix faussé entre « libre échange » et « protectionnisme ». L'un remet le pouvoir aux entreprises multinationales, l'autre aux bureaucrates, eux-mêmes souvent au service des premiers. Le « protectionnisme » ne protège pas les personnes. Le « libre échange » ne respecte pas notre liberté. Les échanges doivent être subordonnés à notre autonomie, afin que les peuples eux-mêmes conservent le libre arbitre.
11. **La socialisation.** Nous refusons autant la « privatisation » que l'« étatisation ». Nous recherchons une socialisation des biens et des services, construite sur la base de l'autonomie. Il est insensé et injuste d'abandonner les ressources sociales et les services publics à la voracité du domaine privé. Le monopole exercé par les bureaucrates ne constitue en rien une alternative efficace ou appropriée. Nous mettrions plutôt notre confiance dans une administration des biens généraux et des services décentralisée et autonome, avec la participation des citoyens.
12. **Service et réciprocité.** Nous voulons que se renforcent et que s'articulent les coalitions qui ne se satisfont pas du modèle dominant. Elles nous aideront à ramifier nos interactions, à apprendre les uns des autres et à offrir une solidarité mutuelle, dans l'esprit de service et de réciprocité qui nous anime.
13. **Horizon et transcendance.** Notre rapport au savoir se veut être de la sagesse. Notre orientation est vers l'être, plutôt que l'avoir. C'est un même principe qui a inspiré nos conversations et qui fonde toutes nos attitudes, notre comportement et notre regard. Il ne s'agit ni d'une doctrine, ni d'un principe idéologique. Il vient du cœur et non de l'esprit. On l'appelle la spiritualité.

Mexico, le 9 décembre 2003

Source: Estevá *et al.*, 2007



La solidarité, l'unité et l'imagination sont porteurs d'un nouvel espoir: qu'une autre agriculture et qu'une autre alimentation soient réellement possibles. Cette idée transparait dans le mot d'ordre de La Via Campesina « *Globaliser la lutte afin de globaliser l'espoir* ».

Cependant, face au pouvoir organisé de la science, du monde des affaires et des politiques dominantes, le pouvoir plus diffus – mais plus apte à créer des réseaux – du mouvement croissant pour la souveraineté alimentaire est confronté à de multiples défis et contraintes interconnectées.

Pour surmonter ces difficultés et parvenir à la souveraineté, deux facteurs essentiels résident dans le renforcement des organisations locales de producteurs alimentaires, et dans la ré-appropriation par les citoyens du contrôle sur leurs propres vies. La prochaine partie de ce livre décrit l'importance des organisations locales dans la gestion et la gouvernance des systèmes alimentaires.



Il s'agit de la version électronique de l'introduction et des trois premiers chapitres d'un livre publié par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) en 2012.

L'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) est un institut international de recherche en politiques et une organisation non gouvernementale qui travaille pour un développement du monde plus durable et plus équitable. L'IIED agit comme catalyseur, intermédiaire et facilitateur et il aide les groupes vulnérables à se faire entendre et à veiller à ce que leurs intérêts soient représentés lors des prises de décision. La pérennité de l'environnement est une préoccupation primordiale mais elle ne doit pas intervenir au détriment des moyens de subsistance des populations.

IIED, 80-86 Gray's Inn Road
London, England, WC1X 8NH
Tel: +44 (0)20 3463 7399
Email: info@iied.org

© Michel Pimbert, 2012

Le Dr Michel Pimbert est directeur du programme Agroécologie et Souveraineté Alimentaire à l'institut international pour l'environnement et le développement (IIED) à Londres au Royaume-Uni. E-mail : michel.pimbert@iied.org

La publication de cet ouvrage a été rendue possible grâce au généreux concours du ministère des Affaires étrangères (DGIS) du gouvernement des Pays-Bas, la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), Irish Aid, Novib-OXFAM (Pays-Bas) et The Christensen Fund.

Déni de responsabilité : les points de vue exprimés dans le présent rapport sont ceux de l'auteur et ne traduisent pas nécessairement l'opinion de l'IIED, ses partenaires ou les donateurs du projet.

Des extraits du présent ouvrage peuvent être reproduits à des fins non commerciales sans autorisation préalable, à condition de faire mention intégrale de l'auteur et de l'éditeur dans les termes suivants :

Michel Pimbert (2012). Souveraineté alimentaire et systèmes alimentaires autonomes. IIED, Londres.

Titre original : Michel Pimbert (2012). Towards food sovereignty: reclaiming autonomous food systems. IIED, London.

Traduction Française : Carine Pionetti

Recherche et conception photographiques par : Nick Turner. Nick Turner est agent des communications auprès de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) à Londres, au Royaume-Uni. E-mail : nick.turner@iied.org

Les références intégrales correspondant à ces chapitres figureront dans la publication finale.



Crédit photo

A moins qu'il ne soit indiqué autrement, du côté gauche supérieur vers le côté droit inférieur.

1. Conception de couverture Piers Aitman
3. Illustration Nick Turner
4. Michel Pimbert, Camilla Toulmin, Shutterstock, Shutterstock, Isabelle Lemaire, Sonja Vermeulen, Shutterstock, Hernán Blanco Palma, Isabelle Lemaire, Shutterstock, Shutterstock, Shutterstock
5. Nick Turner
6. Shutterstock
7. Shutterstock (Image principale), Shutterstock, Shutterstock, Shutterstock (en bas à gauche), Nick Turner, Barry Dalal Clayton, Shutterstock
8. Tableau: Charvet, JP (2005), Initiatives transrurales, 25 janvier, Paris.
9. Nick Turner, Shutterstock, Nick Turner
10. Shutterstock, Shutterstock, capture d'écran : Sembar para Comer
11. Tableau : Adapté de Gorman, 1995
12. Nick Turner, Shutterstock, Nick Turner, Marie Monimart
13. Nazneen Kanji, Nick Turner, Marie Monimart, Ruben Medina, Camilla Toulmin, Camilla Toulmin, Marie Monimart
14. Tableau: MA, 2003
15. Shutterstock
16. Tableau: Dixon et al. 2001, Shutterstock, Shutterstock
17. Main image : Shutterstock, Michel Pimbert
18. Nick Turner
19. Ced Hesse, Shutterstock, Nick Turner, Shutterstock (gauche), Marie Monimart, Nick Turner
20. Capture d'écran : www.thematrix.com, shutterstock
21. Shutterstock, UNCTAD (diagramme)
22. Shutterstock (IIED adapté)
23. Shutterstock, capture d'écran : www.bamako-themovie.com
24. Nyéléni rapport*, capture d'écran : farmcrisisnetwork.org.uk
25. Nick Turner
26. Shutterstock
27. Shutterstock
28. Shutterstock, Shutterstock, Soilweb, Shutterstock, Shutterstock, Barry Dalal-Clayton
29. Roger Grace, Shutterstock
30. Marie Monimart, Shutterstock, Shutterstock
31. Shutterstock
32. Shutterstock
33. Shutterstock
34. Nick Turner, Shutterstock
35. Isabelle Lemaire, Shutterstock, Nick Turner, Nick Turner, Shutterstock (en bas à gauche)
36. Nick Turner
37. Shutterstock
38. Shutterstock
39. Shutterstock
40. Nyéléni rapport*
41. Nyéléni rapport*, Nyéléni rapport*, Shutterstock, Shutterstock
42. Nyéléni rapport*, Encadré : L'IFAP et La Via Campesina
43. Nyéléni rapport*
44. Nyéléni rapport*, Khanh Tran-Thanh
45. Capture d'écran : www.viacampesina.org, Encadré : La Via Campesina, 1996
47. Capture d'écran : Soberania Alimentaria
48. Encadré : Adapté de Windfuhr and Jonson, 2005, Capture d'écran : www.nyeleni2007.org
49. Khanh Tran-Thanh, Encadré www.nyeleni2007.org
50. Michel Pimbert, Camilla Toulmin, Shutterstock, Shutterstock
51. Tableau : Rosset, 2003
52. Nick Turner, Shutterstock, Camilla Toulmin, Nick Turner
53. Isabelle Lemaire, Shutterstock
54. Michel Pimbert
55. Encadré : www.ambafrance-sn.org, Marie Monimart
56. Encadré : Estevá et al., 2007
58. Shutterstock, Michel Pimbert (Lares, Peru)

*Nyéléni rapport
Photo de le rapport du Nyéléni 2007
généreusement fourni près Tineke D'haese,
Andrianna Natsoulas, Anna Lappé, Colleen
Ross, Eric Chaurrette, et Daniel Buckles.